

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN

OFFICIAL GAZETTE OF THE REPUBLIC OF CAMEROON

PARAISANT LE 1er ET LE 15 DE CHAQUE MOIS A YAOUNDE
PUBLISHED AT YAOUNDE ON THE 1st AND 15th OF EACH MONTH

ABONNEMENTS

Tarifs applicables à compter du 1er janvier 1997

CAMEROUN

(Voie recommandée exclusivement)

an.....	30.000 FCFA
e numéro ordinaire.....	500 FCFA
e numéro du Supplément Do- maines.....	5.000 FCFA

ETRANGER

(Voie aérienne recommandée)

rique Centrale.....	48.000 FCFA
utres pays d'Afrique.....	105.000 FCFA
rance.....	105.000 FCFA
utres pays d'Europe.....	105.000 FCFA
Amérique, Canada, etc.....	145.000 FCFA

SUBSCRIPTIONS

Subscription rates applicable as from 1 Jan. 1997

CAMEROON

(By registered post exclusively)

Year.....	30,000 CFAF
er Ordinary Issue.....	500 CFAF
er Lands Supplement.....	5,000 CFAF

ABROAD

(By registered air mail)

entral Africa.....	48,000 CFAF
ther African Countries.....	105,000 CFAF
rance.....	105,000 CFAF
ther European Countries.....	105,000 CFAF
merica, Canada etc.....	145,000 CFAF

AVIS IMPORTANT

Les abonnements et insertions sont payables d'avance par mandat postal ou cheque au nom de M. le Secrétaire Général de la Présidence de la République à Yaoundé.

Les abonnements ne sont pas reconduits automatiquement. Ils ne sont renouvelés que sur la demande des intéressés.

Les bandes du J.O.R.C. portent la date de la fin d'abonnement.

Pour les changements d'adresse, joindre la dernière bande et un mandat de 200 francs au nom de M. Le Secrétaire Général de la Présidence de la République Yaoundé

IMPORTANT NOTICE

Subscriptions and insertions are payable in advance by postal order or cheque made out to the Secretary General of the Presidency of the Republic, Yaoundé

Subscriptions are not renewed automatically but only upon application by subscribers.

The wrappers of the Official Gazette of the Republic of Cameroon indicate the date of expiry of the subscription.

In case of a change of address, send the last wrapper and a postal order for 200 francs to the Secretary General of the Presidency of the Republic, Yaoundé.

TARIF DES ANNONCES

Annonces et avis, la ligne (56 lettres, signes et espaces) 500 FCFA

Avis de changement de nom..... 15.000 FCFA

Publication relative à la propriété foncière, forestière et minière, la ligne 500 FCFA

CHARGES FOR ADVERTISEMENT

Notices and announcements (56 letters, signs and spaces) 500 CFAF

Change of Name 15 000 CFAF

Notice concerning landed estate, forestry or mining property, per line 500 CFAF

SOMMAIRE

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

	PAGE
Loi n° 98-1 du 14 avril 1998 instituant un service minimum dans le secteur des transports publics.....	259
Loi n° 98-2 du 14 avril 1998 autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 138 de l'Organisation internationale du Travail sur l'âge minimum d'admission à l'emploi.....	259
Loi n° 98-3 du 14 avril 1998 relative aux mesures fiscales particulières en matière de recherche des hydrocarbures sur le domaine minier national.....	260
Loi n° 98-4 du 14 avril 1998 d'orientation de l'Éducation au Cameroun.....	265
Décret n° 98-52 du 30 mars 1998 portant mise à la retraite d'un officier.....	273
Décret n° 98-53 du 30 mars 1998 portant concession d'une pension de retraite à un officier.....	274

CONTENTS

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

	PAGE
Law No. 98-1 of 14 April 1998 to institute minimum service in the public transport sector.....	259
Law No. 98-2 of 14 April 1998 to authorize the President of the Republic to ratify Convention No. 138 of 6 June 1973 of the International Labour Organization concerning minimum age for admission to employment.....	259
Law No. 98-3 of 14 April 1998 to lay down special fiscal measures relating to the exploration of hydrocarbons in the mining property of the State.....	260
Law No. 98-4 of 14 April 1998 to lay down guidelines for education in Cameroon.....	265
Retirement and pension.....	273
Retirement and pension.....	274

Décret n° 98-54 du 30 mars 1998 portant concession d'une pension de retraite à un officier	276
Décret n° 98-55 du 30 mars 1998 portant mise à la retraite d'un officier	278
Décret n° 98-56 du 30 mars 1998 portant mise à la retraite d'un officier	279
Décret n° 98-57 du 30 mars 1998 portant mise à la retraite d'un officier	281
Décret n° 98-58 du 30 mars 1998 portant ratification du Protocole concernant un amendement à la Convention relative à l'aviation civile internationale signé à Montréal le 27 mai 1947	283
Décret n° 98-59 du 30 mars 1998 ratifiant l'Accord de prêt n° F/CAM/PAS-2/98/12 conclu entre le Fonds africain de Développement et la République du Cameroun	283
Décret n° 98-60 du 30 mars 1998 ratifiant l'Accord de prêt n° F/CAM/RED/PAU/FEM/98/13 conclu entre le Fonds africain de Développement et la République du Cameroun	284
Décret n° 98-61 du 3 avril 1998 autorisant le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances à signer l'Accord de rééchelonnement de la dette du Cameroun vis-à-vis de la République Fédérale d'Allemagne	285
Décret n° 98-62 du 3 avril 1998 portant nomination d'inspecteurs généraux au ministère de l'Agriculture	285
Décret n° 98-63 du 13 avril 1998 portant revocation d'office du commissaire de police Luma Emmanuel Monjimbo	286
Arrêté n° 152-CAB-PR du 3 avril 1998 déclarant ferié la journée du lundi 6 avril 1998	287

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Décret n° 98-63-PM du 9 avril 1998 portant nomination de responsables au ministère de la Recherche scientifique et technique	287
Arrêté n° 13-CAB-PM du 30 mars 1998 portant nomination de responsables au secrétariat général des Services du Premier ministre	288

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Arrêté n° 71-CAB-MINEFI du 27 mars 1998 portant nomination de responsables au ministère de l'Économie et des Finances	290
Arrêté n° 72-MINEFI du 27 mars 1998 constatant les valeurs FOB des essences pour le deuxième semestre de l'exercice 1997-98	290
Arrêté n° 77-MINEFI-DCE du 30 mars 1998 portant agrément de la société de courtage d'assurance du Cameroun (SOCAC)	293
Arrêté n° 80 ter-MINEFI-CAB du 3 avril 1998 portant création des perceptions	293
Arrête n° 85-MINEFI-DPM du 13 avril 1998 portant approbation de la marque d'identification et de poinçonnage de la société ZAPA	296
Arrêté n° 86 du 13 avril 1998 portant création d'un Comité de pilotage chargé de la réhabilitation de la CNPS et de la réforme de la sécurité sociale	297

MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE

Arrêté n° 98-MINAT du 2 avril 1998 portant nomination de l'officier du centre spécial d'état civil de Lokoli	299
--	-----

Retirement and pension	276
Retirement and pension	278
Retirement and pension	279
Retirement and pension	281
Decree to ratify the Protocol concerning an amendment to the Convention on International Civil Aviation signed at Montreal on 27 May 1947	283
Decree to ratify Loan Agreement No. F/CAM/PAS-2/98/12 signed between the African Development Fund and the Republic of Cameroon	283
Decree to ratify Loan Agreement No. F/CAM/RED-PAU-FEM-98/13 signed between the African Development Fund and the Republic of Cameroon	284
Decree to authorize the Minister of the Economy and Finance to sign a debt rescheduling agreement with the Federal Republic of Germany	285
Appointment of Inspectors General in the Ministry of Agriculture	285
Dismissal of a Superintendent of Police	286
Order to declare a public holiday	287

PRIME MINISTER'S OFFICE

Decree No. 98-63-PM of 9 April 1998 : Appointments in the Ministry of Scientific and Technical Research	287
Appointments in the Secretariat General of the Prime Minister's Office	288

MINISTRY OF THE ECONOMY AND FINANCE

Appointments in the Ministry of the Economy and Finance	290
Order to record the FOB value of wood species for the second half of the 1997-98 financial year	290
Approval of an insurance broker	293
Order No. 80 b-MINEFI-CAB of 3 April 1998 to set up Sub-Treasuries	293
Order to approve the identification and hall-marking stamp of "Société ZAPA", P.O. Box 1614, Yaounde	296
Order No. 86-MINEFI of 13 April 1998 to set up a Pilot Committee in charge of the Rehabilitation of the Social Insurance Fund and of Social Security Reform	297

MINISTRY OF TERRITORIAL ADMINISTRATION

Appointment of a special civil status registrar	299
---	-----

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Loi n° 98-1 du 14 avril 1998 instituant un service minimum dans le secteur des transports publics

*L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,
Le Président de la République promulgue la loi
dont la teneur suit:*

Article premier.- (1) Les entreprises ou organismes de droit public ou de droit privé assurant le transport public aérien, maritime, routier ou ferroviaire sont astreintes à un service minimum obligatoire, en cas de grève, d'émeute, de mutinerie ou toutes autres circonstances d'effet équivalent.

(2) Les dispositions de l'alinéa (1) ci-dessus s'appliquent également aux entreprises ou organismes de droit public ou de droit privé intervenant dans la gestion des espaces de transport public.

(3) Le service minimum est renouvelable autant que nécessaire.

Art. 2.- Les autorités administratives locales compétentes peuvent en cas de besoin, recourir à une réquisition collective ou individuelle pour faire respecter le service minimum.

Art. 3.- Les modalités d'application de la présente loi seront précisées par décret.

Art. 4.- La présente loi sera enregistrée, publiée suivant la procédure d'urgence, puis insérée au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 14 avril 1998.

*Le Président de la République,
Paul Biya.*

Loi n° 98-2 du 14 avril 1998 autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 138 de l'Organisation internationale du Travail sur l'âge minimum d'admission à l'emploi

*L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:*

Article premier.- Le Président de la République est autorisé à ratifier la Convention n° 138 de l'Organisation internationale du Travail sur l'âge minimum d'admission à l'emploi, adoptée le 6 juin 1973 à Genève.

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

Law No. 98-1 of 14 April 1998 to institute minimum service in the public transport sector

*The National Assembly deliberated and adopted.
The President of the Republic enacts the bill set out
below*

Section 1: (1) Public or private undertakings or bodies providing public transport by air, sea, road or rail shall be bound to provide minimum services in case of strikes, riots, mutinies, or during other similar situations.

(2) The provisions of paragraph (1) above shall also apply to public or private undertakings or bodies involved in the management of public transport facilities.

(3) The minimum service shall be renewable as and when necessary.

Section 2: The competent local administrative authorities may, if need be, resort to collective or individual requisitions to ensure the provision of the minimum service.

Section 3: A decree shall fix the conditions of implementation of this law.

Section 4: This law shall be registered, published according to the procedure of urgency and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 14 April 1998.

*Paul Biya,
President of the Republic.*

Law No. 98-2 of 14 April 1998 to authorize the President of the Republic to ratify Convention No. 138 of 6 June 1973 of the International Labour Organization concerning minimum age for admission to employment

*The National Assembly deliberated and adopted.
The President of the Republic enacts the bill set out
below:*

Section 1: The President of the Republic is authorized to ratify Convention No. 138 of the International Labour Organization concerning minimum age for admission to employment, adopted on 6 June 1973 at Geneva.

Art. 2.- Toutefois, compte tenu de la faculté laissée par ladite Convention à tout Etat membre dont l'économie et les institutions scolaires ne sont pas encore suffisamment développées, de spécifier un âge minimum d'accès à l'emploi inférieur à quinze (15) ans, le gouvernement de la République déclare, en annexe de la présente loi, que l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail sur son territoire est fixé à quatorze (14) ans conformément à la législation portant Code du travail.

Art. 3.- La présente loi sera enregistrée, publiée suivant la procédure d'urgence, puis insérée au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 14 avril 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

**Annexe à la loi n° 98-2 du 14 avril 1998 :
Déclaration du gouvernement sur l'âge
minimum d'admission à l'emploi**

Le gouvernement de la République du Cameroun, en application des dispositions de l'article 2 de la Convention n° 138 sur l'âge minimum d'admission à l'emploi, adoptée le 6 juin 1973 à Genève par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, déclare, par la présente, que l'âge minimum d'admission à l'emploi sur son territoire est fixé à quatorze (14) ans, conformément à l'article 86 de la loi n° 92-7 du 14 août 1992 portant Code du travail.

**Loi n° 98-3 du 14 avril 1998 relative aux mesures
fiscales particulières en matière de recherche
des hydrocarbures sur le domaine minier
national**

*L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,
le Président de la République promulgue la loi dont la
teneur suit:*

Article premier.-La présente loi a pour objet d'instituer des mesures fiscales particulières en vue de promouvoir les activités de recherche des hydrocarbures sur le domaine minier national.

Art. 2.- (1) Pour l'application de la présente loi, les termes utilisés sont ceux définis dans la législation minière et repris dans les conventions d'établissement et/ou contrats d'association en vigueur, ou à défaut, ceux généralement utilisés dans l'industrie pétrolière internationale.

Section 2: However, considering the option the Convention grants each member state whose economy and educational facilities are insufficiently developed to fix a minimum age below 15 years, the Government of the Republic hereby declares, in the annex to this law, that the minimum age for admission to employment throughout its territory shall be fixed at 14 years in accordance with the law instituting the Labour Code.

Section 3: This law shall be registered, published according to the procedure of urgency and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 14 April 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

**Annex to Law No. 98-2 of 14 April 1998 :
declaration of the Government on the minimum
age for admission to employment**

The Government of the Republic of Cameroon, pursuant to the provisions of Article 2 of Convention No. 138 concerning the minimum age for admission to employment, adopted on 6 June 1973 at Geneva by the General Conference of the International Labour Organization.

Hereby declares that the minimum age for admission to employment on its territory is fixed at 14 years, in accordance with Section 86 of Law No. 92-7 of 14 August 1992 instituting the Labour Code.

**Law N° 98-3 of 14 April 1998 to lay down special
measures relating to the exploration
of hydrocarbons in the mining property
of the State**

*The National Assembly deliberated and adopted,
The President of the Republic enacts the law set out
below:*

Section 1: The purpose of this law is to institute special fiscal measures to promote hydrocarbons exploration activities in the mining property of the State.

Section 2: (1) For the purpose of this law, the terms used are those defined in mining legislation and repeated in Conventions of Establishment and/or Partnership Agreements in force or, otherwise, those generally used in the International Petroleum Industry.

(2) Le terme contractant désigne toute société ou groupe de sociétés pétrolières, ainsi que leurs cessionnaires et/ou successeurs en droit, titulaire d'un titre minier.

Art. 3.- La présente loi s'applique exclusivement:

- a) aux permis de recherches en vigueur à la date de sa promulgation;
- b) aux permis de recherches octroyés à compter de la date de sa promulgation;
- c) aux concessions valables pour hydrocarbures liquides, dérivant des permis de recherches visés aux alinéas a) et b) ci-dessus.

Art. 4.- Les titulaires de permis de recherches ou de concessions visés à l'article 3 ci-dessus bénéficient des droits et avantages prévus par la présente loi.

Ils sont, en outre, soumis aux obligations qui en découlent, sans préjudice des droits, avantages et autres obligations résultant des conventions ou contrats signés antérieurement avec la République du Cameroun.

Art. 5.- Les dépenses de forage et de sismique en trois dimensions (3D) réalisées au cours d'un exercice fiscal par un contractant sur tout permis de recherches n'ayant pas donné lieu à production commerciale, sont déductibles de l'assiette fiscale de l'impôt sur le bénéfice déterminé à la fin de l'exercice fiscal considéré. Un audit desdites dépenses est effectuée par l'Etat avant la déclaration fiscale.

Art. 6.- Sans préjudice des dispositions de la loi n° 78-14 du 29 décembre 1978 soumettant les titulaires de permis de recherches et de concessions à l'obligation de consentir à l'Etat des avances pour régler sa quote-part des dépenses de recherche et de développement des hydrocarbures, l'Etat peut, à titre exceptionnel et s'il le juge opportun, financer directement sa quote-part des dépenses de recherche ou de développement. Dans ce cas, la fiscalisation des dépenses de forage et de sismique en trois dimensions (3D) prévue à l'article 5 ci-dessus ne s'applique qu'à la part supportée par le contractant.

Art. 7.- (1) Au titre de la présente loi, l'Etat garantit au contractant qui investit dans la recherche une rémunération juste et équitable de ses investissements dans les conditions et selon les modalités fixées par la Convention d'Établissement ou le contrat d'association conclu entre la République du Cameroun et ce contractant.

(2) La rémunération prévue à l'alinéa 1er ci-dessus, dite « Rente minière garantie », représente un pourcentage de la « Rente minière totale ».

(2) The term "Contractor" shall mean any company or consortium of oil companies, as well as their transferees or legal assigns who are holders of mining titles.

Section 3: This law shall apply exclusively:

- (a) to Exploration Permits in force on the date of its enactment;
- (b) to Exploration Permits granted with effect from the date of its enactment;
- (c) to concessions valid for liquid hydrocarbons deriving from Exploration Permits referred to in subparagraph (a) and (b) above.

Section 4: Holders of the Exploration Permits or Concessions referred to in Section 3 above shall enjoy the rights and benefits provided for in this law.

In addition, they shall be subject to the obligations arising herefrom without prejudice to the rights, benefits, and other obligations arising from Conventions and Agreements previously signed with the Republic of Cameroon.

Section 5: Expenses related to drilling and three-dimension (3-D) seismic surveys incurred during a financial year by a Contractor on any Exploration Permit that fails to give rise to commercial production shall be deductible from the basis of assessment of the income tax determined at the end of the financial year under consideration. The State shall audit the said expenses before the tax declaration.

Section 6: Without prejudice to the provisions of Law No. 78-14 of 29 December 1978 subjecting holders of Exploration Permits and Concessions to the obligation of making advances to the State to enable it pay its share of hydrocarbon exploration and development expenses, the State may, exceptionally and if it deems it appropriate, directly finance its own share of the exploration and development expenses. In such a case, taxation of the drilling and (3-D) seismic survey expenses provided for under Section 5 above shall apply only to the portion of expenses incurred by the Contractor.

Section 7: (1) Under this law, the State shall guarantee fair and just remuneration for the investment of a Contractor investing in exploration under the conditions and terms laid down in the Convention of Establishment or Partnership Agreement concluded between the Republic of Cameroon and the Contractor.

(2) The remuneration provided for in 7-1 above, referred to as "Rente Minière Garantie", shall represent a percentage of the "Rente Minière Totale".

(3) La « Rente minière totale » est la différence constatée au cours d'un exercice fiscal donné entre le chiffre d'affaires hydrocarbures d'une zone d'association et les coûts techniques imputables à ladite zone.

Art. 8.- (1) Selon la localisation géographique du bassin sédimentaire et/ou de la zone dans laquelle s'exerce les activités de recherche, les valeurs du taux de « Rente minière garantie » sont fixées conformément aux options suivantes:

a) Première option: le contractant perçoit, après paiement de la redevance minière proportionnelle, de l'impôt sur les sociétés prévu à l'article 24 de la loi n° 78/24 du 29 décembre 1978, de la contribution au Fonds de soutien des hydrocarbures le cas échéant, et de toute taxe, tous droits, bonus, tarif et de toute redevance de quelque nature que ce soit, une « Rente minière garantie » calculée aux taux ci-après de la « Rente minière totale »:

- 22 % pour le bassin du Rio del Rey;
- 26 % pour le bassin de Douala/Kribi-Campo;
- 30 % pour les autres bassins et zones à eaux profondes.

b) Deuxième option: le contractant perçoit, après paiement de la redevance minière proportionnelle, de l'impôt autre que l'impôt sur les sociétés et de la taxe proportionnelle prévus au présent article, de la contribution au Fonds de soutien des hydrocarbures le cas échéant, et de toute autre taxe, tout droit, tout bonus, tout tarif et toute redevance de quelque nature que ce soit, mais, en tout état de cause, avant paiement de l'impôt sur les sociétés et de la taxe proportionnelle spécifiés dans la présente option, une « Rente minière garantie » calculée aux taux ci-après de la « Rente minière totale »:

- 42,84 % pour le bassin du Rio del Rey;
- 50,63 % pour le bassin de Douala/Kribi-Campo,
- 58,42 % pour les autres bassins et zones à eaux profondes.

Nonobstant les taux de l'impôt sur les sociétés et de la taxe proportionnelle prévus par le Code général des impôts, le taux d'imposition résultant de la combinaison de l'impôt sur les sociétés et de la taxe proportionnelle est égal à 48,6475 % pour la présente option.

(2) Dans tous les cas, le choix entre les options spécifiées aux a) et b) ci-dessus reste à l'entière discrétion du contractant.

Art. 9.- Dans les opérations pétrolières conjointes, les

(3) The "Rente Minière Totale" shall be the established difference between the hydrocarbons turnover in a partnership area and the technical costs chargeable to the said zone during a financial year.

Section 8: (1) Depending on the geographical location of the sedimentary basin and/or the zone wherein the exploration activities are carried out, the values of the "Rente Minière Garantie" rate shall be determined in accordance with the following options:

(a) First Option: The contractor collects, after payment of the proportional mining royalty, the company tax provided for in Section 24 of Law No. 78-24 of 29 December 1978, the contribution to the Hydrocarbons Support Fund where applicable, any other tax, fee, bonus, tariff and any royalty whatsoever, a "Rente Minière Garantie" calculated from the "Rente Minière Totale" at the following rates:

- 22% for the Rio Del Rey Basin,
- 26% for the Douala/Kribi-Campo Basin,
- 30% for the other Basins and Deep-Sea Zones.

(b) Second option: The contractor collects a "Rente Minière Garantie" calculated from the "Rente Minière Totale" at the rates hereunder after payment of the proportional mining royalty, any tax other than the company tax and the proportional tax provided for under this section, the contribution to the Hydrocarbons Support Fund where applicable, and any other tax, fee, bonus, tariff and any royalty whatsoever; however, in any case whatsoever, this shall be before payment of the company tax and proportional tax specified under this option:

- 42.84% for the Rio Del Rey Basin;
- 50.63% for the Douala/Kribi-Campo Basin;
- 58.42% for other Basins and Deep-sea zones.

Notwithstanding the rate of the company tax and of the proportional tax provided for in the General Tax Code, the taxation rate resulting from the combination of the company tax and the proportional tax shall be equal to 48.6475% for this option.

(2) In any case, the Contractor shall have the full discretion to choose between the options defined under 8(1) (a) and (b) above.

Section 9: In joint petroleum operations, the

coûts sont supportés à parts égales par l'Etat et le contractant.

Art. 10.- Pour le calcul de la « Rente minière totale », la répartition de la production conjointe est fixée à 60 % pour l'Etat et 40 % pour le contractant.

Art. 11.- L'Etat consacre l'équivalent d'une part de production fixée à 35 % de la production conjointe au remboursement de sa quote-part de dépenses conjointes.

Art. 12.- (1) Pour la conduite des opérations de recherche et de développement, le contractant et ses sous-traitants sont exonérés du paiement de la taxe spéciale de 15 % instituée par la loi n° 79-1 du 29 juin 1979 portant loi de finances de la République Unie du Cameroun pour l'exercice 1979-1980 et les modificatifs subséquents. Cette exonération porte sur l'assistance, la location d'équipement et de matériel et sur toutes prestations de service rendues au contractant par ses sous-traitants au titre d'opérations pétrolières, à condition que ces derniers:

- ne disposent pas d'un établissement stable au Cameroun;

- fournissent à prix coûtant, pour le compte des sociétés pétrolières concernées, des prestations de service ou des biens au titre d'opérations pétrolières;

- perdent, pour toute concession minière, l'exonération susvisée à compter de la fin de la phase de développement.

(2) L'exonération prévue à l'alinéa (1) ci-dessus n'est pas applicable en phase d'exploitation.

Art. 13.- (1) Pour chaque permis de recherches tel que prévu à l'article 3 b) ci-dessus, le bénéfice des mesures incitatives de la présente loi est subordonné à la présentation par le contractant, d'un engagement ferme des travaux et d'un engagement financier correspondant.

Les décrets accordant les permis de recherches susvisés précisent le contenu de l'engagement des travaux pris par le contractant, ainsi que l'obligation financière correspondant à cet engagement.

(2) En tout état de cause, la réalisation complète du programme des travaux correspondant à l'engagement pris par le contractant est primordiale.

L'engagement financier est considéré comme ayant été rempli par le contractant lorsque celui-ci a

expenses shall be shared equally between the State and the Contractor.

Section 10: In calculating the "Rente Minière Totale", joint production shall be so shared that 60% goes to the State and 40% to the Contractor.

Section 11: The State shall allocate the equivalent of a production share fixed at 35% of joint production to reimbursing its own quota of joint expenses.

Section 12: (1) For exploration and development operations carried out by the Contractor and its Sub-Contractors, they shall be exempted from payment of the special tax of 15% instituted by Law No. 79-1 of 29 June 1979: Finance Law of the United Republic of Cameroon for the 1979-80 financial year and subsequent amendments thereto. This exemption covers assistance, the rental of equipment and material and all other services supplied to the Contractor by its Sub-Contractors for petroleum operations, provided that the said Sub-Contractors:

- do not have a permanent establishment in Cameroon,

- supply goods and services at cost for petroleum operations on the account of the oil companies concerned;

- lose, for any mining concession, the exemption referred to above upon completion of the development phase

(2) The exemption provided for in Subsection (1) above shall not be applicable during the operating phase.

Section 13: (1) For each exploration permit provided for under Section 3(b) above, the benefit of the incentive measures provided for in this law shall be subject to presentation of a firm development works commitment and a corresponding financial commitment on the part of the Contractor.

The decrees granting the exploration permits referred to above shall specify the content of works commitment made by the Contractor as well as the financial obligation that corresponds to the said commitment.

(2) In any case, complete realization of the schedule of work corresponding to the commitment made by the Contractor shall be primordial.

The financial commitment shall be deemed to have been fulfilled when the Contractor would have

réalisé tous les travaux correspondant à l'engagement pris.

Art. 14.- Pour les permis de recherches prévus à l'article 3 b) ci-dessus, le contractant est soumis à la contribution au Fonds de soutien des hydrocarbures, dont l'organisation et le fonctionnement sont prévus par la loi n° 91-18 du 12 décembre 1991.

Art. 15.- (1) Pour les permis de recherches échus à la date de promulgation de la présente loi, l'Etat et le contractant détermineront les sommes amortissables et conviendront des conditions et modalités d'application de la déductibilité prévue à l'alinéa 3 du présent article.

(2) Pour les permis de recherches prévus à l'article 3 a) ci-dessus en cours de validité à la date de promulgation de la présente loi, et qui arriveront à expiration sans avoir donné lieu à l'octroi d'une concession, l'Etat et le contractant détermineront la période sur laquelle s'appliquera la déductibilité prévue à l'alinéa (1) du présent article. Cette période ne peut, en tout état de cause, être inférieure à deux (2) ans.

(3) Les dépenses correspondant aux travaux de recherche qui ne sont pas amorties à la date d'expiration d'un permis de recherches n'ayant pas donné lieu à octroi d'une concession, sont déductibles de l'assiette de l'impôt sur les sociétés sur une période à déterminer d'accord partie par l'Etat et le contractant. Cette période prend effet à compter de la fin de l'exercice fiscal au cours duquel est venue à expiration le permis de recherches considéré.

Art. 16.- Les Conventions d'Etablissement et/ou les contrats d'association conclus entre la République du Cameroun et le contractant pourront, en tant que de besoin, faire l'objet d'avenants.

Art. 17.- Nonobstant les dispositions de la présente loi, la loi n° 95-13 du 8 août 1995 demeure applicable en ce qui concerne les champs marginaux.

Art. 18.- La présente loi sera enregistrée, publiée suivant la procédure d'urgence, puis insérée au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 14 avril 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

realized all the works corresponding to the commitment he made.

Section 14: For the exploration permits provided for under Section 3(b) above, the Contractor shall be subject to a contribution to the Hydrocarbons Support Fund, the organization and functioning of which are laid down in Law No.91-18 of 12 December 1991.

Section 15: (1) For the exploration permits expiring on the date of enactment of this law, the State and the Contractor shall determine the amortizable amounts and agree on the conditions and terms for deducting taxes as stipulated in Sub-Section (3) of this section.

(2) For the Exploration Permits provided for in Section 3 (a) above that shall still be valid on the date of enactment of this law and which shall expire without having given rise to the granting of a concession, the State and the Contractor shall determine the period over which the deductibility provided for under Subsection (1) of this Section shall be applicable. Under no circumstance shall such period be less than 2 (two) years.

(3) The expenses corresponding to exploration work which shall not be amortized upon the expiry of an Exploration Permit which has not given rise to a Concession shall be deductible from the company tax assessment over a period to be determined by mutual agreement between the State and the Contractor. Such period shall begin with effect from the end of the financial year during which the Exploration Permit in question expires.

Section 16: The Conventions of Establishment and/or Partnership Agreements concluded between the Republic of Cameroon and the Contractor may, as and whenever necessary, be subject to amendment.

Section 17: Notwithstanding the provisions of this law, the provisions of Law No. 95-13 of 8 August 1995 shall remain applicable in respect of marginal fields.

Section 18: This law shall be registered, published according to the procedure of urgency and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 14 April 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Loi n° 98-4 du 14 avril 1998 d'orientation de
l'Education au Cameroun

*L'Assemblée nationale a délibéré et adopté.
Le Président de la République promulgue la loi dont
la teneur suit:*

Titre I

Des dispositions générales

Article premier.- (1) La présente loi fixe le cadre juridique général de l'Education au Cameroun.

(2) Elle s'applique aux enseignements maternel, primaire, secondaire général et technique, ainsi qu'à l'enseignement normal.

Art. 2.- (1) L'Education est une grande priorité nationale.

(2) Elle est assurée par l'Etat.

(3) Des partenaires privés concourent à l'offre d'éducation.

Art. 3.- L'Etat consacre le bilinguisme à tous les niveaux d'enseignement comme facteur d'unité et d'intégration nationales.

Art. 4.- L'Education a pour mission générale la formation de l'enfant en vue de son épanouissement intellectuel, physique, civique et moral et de son insertion harmonieuse dans la société, en prenant en compte les facteurs économiques, socio-culturels, politiques et moraux

Art. 5.- Au titre de la mission générale définie à l'article 4 ci-dessus, l'Education a pour objectifs:

1) la formation de citoyens enracinés dans leur culture, mais ouverts au monde et respectueux de l'intérêt général et du bien commun;

2) la formation aux grandes valeurs éthiques universelles que sont la dignité et l'honneur, l'honnêteté et l'intégrité ainsi que le sens de la discipline;

3) l'éducation à la vie familiale,

4) la promotion des langues nationales;

5) l'initiation à la culture et à la pratique de la démocratie, au respect des droits de l'homme et des libertés, de la justice et de la tolérance, au combat contre toutes formes de discrimination, à l'amour de la paix et du dialogue, à la responsabilité civique et à la promotion de l'intégration régionale et sous-régionale;

Law No. 98-4 of 14 April 1998 to lay down
guidelines for education in Cameroon

*The National Assembly deliberated and adopted.
The President of the Republic hereby enacts the law set
out below.*

Part I

General Provisions

Section 1: (1) This law lays down the general legal framework of education in Cameroon.

(2) It shall apply to nursery, primary, secondary grammar and technical education, as well as to teacher-training.

Section 2: (1) Education shall be a top priority of the nation.

(2) It shall be provided by the State.

(3) Private sector partners shall assist in providing education.

Section 3: The State shall institute bilingualism at all levels of education as a factor of national unity and integration

Section 4: The general purpose of education shall be to train children for their intellectual, physical, civic and moral development and their smooth integration into society bearing in mind prevailing economic, socio-cultural, political and moral factors.

Section 5: On the basis of the general purpose defined in Section 4 above, the objectives of education shall be to:

(1) train citizens who are firmly rooted in their cultures, but open to the world and respectful of the general interest and the common weal;

(2) inculcate the major universal ethical values which are dignity and honour, honesty and integrity as well as a sense of discipline into pupils and students,

(3) promote family life;

(4) promote national languages;

(5) provide an introduction to the democratic culture and practice, respect for human rights and freedoms, justice and tolerance, the fight against all forms of discrimination, the love of peace and dialogue, civic responsibility and the promotion of regional and sub-regional integration;

6) la culture de l'amour de l'effort et du travail bien fait, de la quête de l'excellence et de l'esprit de partenariat;

7) le développement de la créativité, du sens de l'initiative et de l'esprit d'entreprise;

8) la formation physique, sportive, artistique et culturelle de l'enfant;

9) la promotion de l'hygiène et de l'éducation à la santé.

Art. 6.- L'Etat assure à l'enfant le droit à l'éducation.

Art. 7.- L'Etat garantit à tous l'égalité de chances d'accès à l'éducation sans discrimination de sexe, d'opinions politique, philosophique et religieuse, d'origine sociale, culturelle, linguistique ou géographique.

Art. 8.- L'enseignement est apolitique.

Art. 9.- L'enseignement primaire est obligatoire.

Art. 10.- L'école publique est laïque. Sa neutralité et son indépendance vis-à-vis de toutes les religions sont garanties.

Titre II

De l'élaboration, de la mise en oeuvre de la politique et du financement de l'éducation

Art. 11.- (1) L'Etat assure l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique de l'Education à laquelle concourent les collectivités territoriales décentralisées, les familles ainsi que les institutions publiques et privées.

A cette fin, il:

- arrête les objectifs et les orientations générales des programmes nationaux d'enseignement et de formation, en liaison avec tous les secteurs de la vie nationale en vue de la professionnalisation de l'enseignement;

- veille à l'adaptation permanente du système éducatif aux réalités économiques et socio-culturelles nationales ainsi qu'à l'environnement international, particulièrement en ce qui concerne la promotion des enseignements scientifiques et technologiques, du bilinguisme et l'enseignement des langues nationales;

- fixe les conditions de création, d'ouverture et de fonctionnement des établissements publics et privés et en assure le contrôle;

(6) cultivate the love of effort and work well done, the quest for excellence and team spirit.

(7) develop creativity, a sense of initiative and the spirit of enterprise;

(8) provide physical, sports, artistic and cultural training for the child;

(9) promote hygiene and health education.

Section 6: The State shall guarantee the right of every child to education.

Section 7: The State shall guarantee equal opportunities for education to all, without discrimination as to gender, political, philosophical or religious opinion, social, cultural, linguistic or geographical origin.

Section 8: Education shall be apolitical.

Section 9: Primary education shall be compulsory.

Section 10: Public education shall be secular. Its neutrality and independence vis-à-vis all religions shall be guaranteed.

Part II

Formulation and implementation of education policy and financing of education

Section 11: (1) The State shall formulate and implement educational policy with the assistance of regional and local authorities, families as well as public and private institutions.

To that end, the State shall:

- set the objectives and general guidelines for national teaching and training syllabuses in conjunction with all the sectors of national life in order to make education more professional;

- ensure the constant adaptation of the educational system to national economic and socio-cultural realities, and also to the international environment, especially through the promotion of bilingualism and the teaching of national languages;

- lay down the conditions for the creation, opening and running of government and private educational establishments and control them;

- définit les normes de construction et d'équipement des établissements de l'enseignement public et privé et en assure le contrôle;

- élabore et met à jour la carte scolaire.

(2) Il est assisté dans ces missions par un organe consultatif, le Conseil national de l'Education, dont l'organisation, les attributions et les modalités de fonctionnement sont fixées par décret du Président de la République.

Art. 12.- Le financement de l'Education est assuré par:

- les dotations budgétaires de l'Etat;
- les allocations budgétaires des collectivités territoriales décentralisées;
- les contributions des partenaires de l'Education;
- les dons et legs;
- toute autre contribution prévue par la loi.

Art. 13.- La responsabilité des collectivités territoriales décentralisées dans la mise en oeuvre de la politique de l'éducation et le financement de celle-ci fait l'objet d'une loi particulière.

Titre III

De l'organisation, de l'évaluation du système éducatif et de la recherche en éducation

Chapitre I

De l'organisation du système éducatif

Art. 14. - L'organisation et le contrôle de l'enseignement à tous les degrés sont des devoirs impérieux de l'Etat .

Art.15 . - (1) Le système éducatif est organisé en deux sous-systèmes, l'un anglophone, l'autre francophone, par lesquels est réaffirmée l'option nationale du biculturalisme .

(2) Les sous-systèmes éducatifs susévoqués coexistent en conservant chacun sa spécificité dans les méthodes d'évaluation et les certifications.

Art. 16.- (1) Le sous-système anglophone est organisé en cycles et filières ainsi qu'il suit:

- l'enseignement maternel d'une durée de deux (2) ans;
- l'enseignement primaire d'une durée de six (6) ans;
- l'enseignement secondaire d'une durée de sept (7) ans;
- l'enseignement post-primaire d'une durée de deux (2) ans;

- define standards for the construction and equipment of public and private educational establishments and control them;

- draw and update the school location map.

(2) The State shall realize the above objectives with the assistance of an advisory body, the National Education Board whose organization, duties and functioning shall be laid down by decree of the President of the Republic.

Section 12: Education shall be financed by:

- budgetary allocations from the State;
- contributions from education partners;
- budgetary appropriations from regional and local authorities;
- donations and legacies;
- all other contributions provided for by the law.

Section 13: The responsibilities of the regional and local authorities in the implementation and financing of the education policy shall be defined by a separate law.

Part III

Organization, evaluation of the educational system and research in education

Chapter I

Organization of the educational system

Section 14: The organization and control of education at all levels shall be the bounden duty of the State.

Section 15: (1) The educational system shall be organized into two sub-systems: the English-speaking sub-system and the French-speaking sub-system, thereby reaffirming our national option for biculturalism.

(2) The above-mentioned educational sub-systems shall co-exist, each preserving its specific method of evaluation and award of certificates.

Section 16: (1) The English-speaking sub-system shall be organized into cycles and fields of study as follows:

- nursery education with a duration of 2 (two) years;
- primary education with a duration of 6 (six) years;
- secondary education with a duration of 7 (seven) years.
- post-primary education with a duration of 2 (two) years;

- l'enseignement normal d'une durée de deux (2) à trois (3) ans.

(2) L'enseignement secondaire comprend:

- un premier cycle de cinq (5) ans ayant un sous-cycle d'observation en tronc commun de deux (2) ans et un sous-cycle d'orientation de trois (3) ans d'enseignement général ou technique;

- un second cycle de deux (2) ans d'enseignement général ou d'enseignement technique.

(3) En plus de l'enseignement général, une formation pratique est offerte aux élèves dans les collèges et lycées professionnels, selon leur orientation.

Art. 17.- (1) Le sous-système francophone est organisé en cycles et filières ainsi qu'il suit:

- l'enseignement maternel d'une durée de deux (2) ans;
 - l'enseignement primaire d'une durée de six (6) ans;
 - l'enseignement secondaire d'une durée de sept (7) ans;
 - l'enseignement post-primaire d'une durée de deux (2) ans;
 - l'enseignement normal d'une durée de deux (2) à trois (3) ans.

(2) L'enseignement secondaire comprend:

- un premier cycle de cinq (5) ans ayant un sous-cycle d'observation en tronc commun de deux (2) ans et un sous-cycle d'orientation de trois (3) ans d'enseignement général ou technique;

- un second cycle de deux (2) ans d'enseignement général ou d'enseignement technique.

(3) En plus de l'enseignement général, une formation pratique est offerte aux élèves dans les collèges et lycées professionnels, selon leur orientation.

Art. 18.- (1) Les diplômes sont délivrés dans chaque sous-système ainsi qu'il suit:

- à la fin du cycle d'enseignement primaire;
 - à la fin du premier cycle d'enseignement secondaire;
 - à la fin du second cycle d'enseignement secondaire;
 - à la fin de la formation post-primaire;
 - à la fin de la formation d'enseignement normal.

(2) Le passage au second cycle d'enseignement secondaire est conditionné par l'obtention du diplôme de fin de premier cycle.

- teacher training with a duration of 2 (two) to 3 (three) years.

(2) Secondary education shall comprise:

- a first cycle of 5 (five) years having an observation sub-cycle of 2 (two) years with a common-core syllabus and an orientation sub-cycle of 3 (three) years of general or technical education;

- a second cycle of 2 (two) years of general or technical education.

(3) In addition to general education, practical training shall be provided to students in vocational colleges and high schools, on the basis of the courses they choose.

Section 17: (1) The French-speaking sub-system shall be organized into cycles and fields of study as follows:

- nursery education with a duration of 2 (two) years;
 - primary education with a duration of 6 (six) years;
 - secondary education with a duration of 7 (seven) years;
 - post-primary education with a duration of 2 (two) years;
 - teacher training with a duration of 2 (two) to 3 (three) years.

(2) Secondary education shall comprise:

- a first cycle of 5 (five) years having an observation sub-cycle of 2 (two) years with a common-core syllabus and an orientation sub-cycle of 3 (three) years of general or technical education;

- a second cycle of 2 (two) years of general or technical education.

(3) In addition to general education, practical training shall be provided to students in vocational colleges and high schools on the basis of the courses they choose.

Section 18: (1) Certificates shall be issued in each sub-system as follows:

- at the end of the primary education level;
 - at the end of the first cycle of secondary education;
 - at the end of the second cycle of secondary education;
 - at the end of post-primary school training;
 - at the end of teacher training.

(2) Promotion to the second cycle of secondary education shall require obtaining the end-of-first cycle certificate.

(3) Un décret du Président de la République détermine les certifications du système éducatif.

Art. 19.- Les enseignements en cycles et filières, ainsi que les modalités de choix et de changement desdites filières sont fixés par voie réglementaire.

Art. 20.- (1) Les milieux professionnels sont, en tant que de besoin, associés à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la politique de formation technique et professionnelle, de la formation par alternance, des contenus et moyens de la formation ainsi qu'à l'évaluation et à la validation des résultats de cette formation.

(2) Un décret du Président de la République fixe, en tant que de besoin, l'organisation et le fonctionnement du système de formation par alternance.

Art. 21.- Les objectifs et les orientations générales des programmes nationaux d'enseignement et de formation ainsi que le calendrier scolaire national sont fixés par voie réglementaire.

Art. 22.- (1) L'année scolaire comporte au moins trente-six (36) semaines de cours effectifs.

(2) Le rythme d'enseignement comprend des périodes d'études et des périodes de vacances.

Art. 23.- (1) L'enseignement est dispensé dans les établissements scolaires ci-après:

- les écoles maternelles;
- les écoles primaires;
- les collèges et les lycées d'enseignement général;
- les collèges et les lycées d'enseignement technique ou professionnel;
- les écoles post-primaires;
- les écoles normales d'instituteurs de l'enseignement général et technique.

(2) Il peut également être assuré par un système d'enseignement à distance.

Art. 24.- (1) Les établissements privés d'enseignement concourent aux missions de l'Éducation.

(2) Ils peuvent être libres ou sous contrat.

(3) Le régime de l'enseignement privé est fixé par une loi particulière.

Art. 25.- L'enseignement dans les établissements

(3) The certificates issued by the educational system shall be determined by decree of the President of the Republic.

Section 19: The subjects for the various cycles and fields of study as well as the terms and conditions for choosing and changing the said fields of study shall be determined by statutory instruments.

Section 20: (1) Professional circles shall, as and when necessary, be involved in the formulation and implementation of technical and vocational training policy, shift-training, course content and training aids, as well as in the evaluation and validation of the results of such training.

(2) The organization and functioning of the shift-training system shall, as and when necessary, be laid down by decree of the President of the Republic.

Section 21: The objectives and general guidelines of national educational training programmes as well as the national school calendar shall be laid down by statutory instruments.

Section 22: (1) The school year shall comprise at least 36 (thirty-six) weeks of effective classes.

(2) The educational regime shall comprise study periods and holiday periods.

Section 23: Education shall be provided in the following educational establishments:

- nursery schools;
- primary schools;
- general education colleges and high schools;
- technical or vocational education colleges and high schools;
- post primary schools;
- general and technical teacher training colleges.

(2) It may also be provided through a system of distance education.

Section 24: (1) Private educational establishments shall assist in the task of education.

(2) They may be free or under contract.

(3) The private education regime shall be laid down by a separate law.

Section 25: The education provided in schools shall

scolaires prend en compte l'évolution des sciences et des technologies et, dans ses contenus et ses méthodes, est adapté aux évolutions économiques, scientifiques, technologiques, sociales et culturelles du pays et de l'environnement international.

Art. 26.- Toute implantation d'un établissement public ou privé sur le territoire national doit se faire conformément à des orientations et aux critères définis par voie réglementaire.

Art. 27.- (1) L'enceinte d'un établissement d'enseignement est inviolable.

(2) Les chefs d'établissement scolaire sont responsables du maintien de l'ordre dans leur établissement.

(3) L'intervention des forces de l'ordre ne peut y avoir lieu que sur réquisition expresse du chef d'établissement.

(4) En cas de défaillance dans l'accomplissement de leur mission de maintien de l'ordre, les chefs d'établissement sont suppléés de plein droit par les autorités hiérarchiques ou de tutelle.

Art. 28.- (1) Toute implantation de salles de jeux, de débits de boissons, de salles de cinéma, de commerce de tabac et de toutes autres nuisances est interdite dans l'enceinte ou la périphérie des établissements scolaires.

(2) Toutefois, la vente des boissons hygiéniques peut être autorisée au sein des établissements scolaires.

Art. 29.- Les activités d'orientation et de psychologie scolaires s'effectuent au cours de la scolarité de l'enfant à tous les niveaux d'enseignement.

Chapitre II

De l'évaluation du système éducatif et de la recherche en éducation

Art. 30.- L'Etat procède à l'évaluation régulière du système éducatif.

Art. 31.- (1) L'Etat encourage et soutient les activités de recherche en éducation.

(2) Les activités de recherche en éducation sont conduites par des organes dont la création, l'organisation et le fonctionnement sont fixés par voie réglementaire.

take into account scientific and technological advancement and shall be tailored in terms of content and method, to national and international economic, scientific, technological, social and cultural trends.

Section 26: All public or private educational establishments on the national territory shall be set up in accordance with the guidelines and criteria defined by statutory instruments.

Section 27: (1) The premises of an educational establishment shall be inviolable.

(2) The heads of educational establishments shall be responsible for maintaining order in their establishments.

(3) The forces of law and order may intervene only at the express request of the head of the establishment.

(4) Where heads of establishments fail in their duty of maintaining order, they shall be automatically replaced by their hierarchy or by the supervisory authority.

Section 28: (1) It shall be forbidden to set up gaming rooms, bars, cinema halls, tobacco stalls and any other nuisances within the premises and immediate surroundings of educational establishments.

(2) However, the sale of non-alcoholic beverages may be authorized within educational establishments.

Section 29: Educational counselling and psychology activities shall be carried out during the child's period of schooling at all levels of education.

Chapter II

Evaluation of the educational system and research in education

Section 30: The State shall evaluate the educational system regularly.

Section 31: (1) The State shall encourage and support education research activities.

(2) Education research activities shall be carried out by bodies whose setting up, organization and functioning shall be laid down by statutory instruments.

Titre IV

De la communauté éducative

Chapitre I

De la notion de communauté éducative

Art. 32.- (1) La communauté éducative est l'ensemble des personnes physiques et morales qui concourent au fonctionnement, au développement et au rayonnement d'un établissement scolaire.

(2) En sont membres:

- les dirigeants, les personnels administratifs et d'appui;
- les enseignants;
- les parents d'élèves;
- les élèves;
- les milieux socio-professionnels;
- les collectivités territoriales décentralisées.

Art. 33.- Les membres de la communauté éducative sont associés, par l'intermédiaire de leurs représentants, aux instances de concertation et de gestion instituées au niveau des établissements d'enseignement, ainsi qu'à chaque échelon de concertation des collectivités territoriales décentralisées ou des structures nationales de l'éducation.

Chapitre II

Des élèves

Art. 34.- L'élève a droit aux enseignements prescrits par les programmes. Ce droit s'exerce dans le strict respect de la liberté d'expression, de pensée, de conscience et d'information de l'élève.

Art. 35.- L'intégrité physique et morale des élèves est garantie dans le système éducatif. Sont de ce fait proscrits:

- les sévices corporels et toutes autres formes de violence;
- les discriminations de toute nature;
- la vente, la distribution et la consommation des boissons alcooliques, du tabac et de la drogue.

Art. 36.- (1) Les obligations des élèves consistent en l'accomplissement des tâches inhérentes à leurs études.

(2) Elles incluent le respect des textes en vigueur, y compris le règlement intérieur de l'établissement scolaire fréquenté.

Part IV

Educational Community

Chapter I

The Concept of Educational Community

Section 32: (1) The educational community shall comprise all individuals and corporate bodies that contribute towards the functioning, development and prestige of a school.

(2) It shall comprise the following members:

- the authorities, the administrative and support staff;
- teachers;
- parents of pupils;
- students;
- persons from socio-professional circles;
- regional and local authorities.

Section 33: The members of the educational community shall be involved, through their representatives, in the consultative and management bodies set up at the level of educational, as well as at each level of the decentralized territorial authorities, or of the national educational set-up.

Chapter II

Students

Section 34: Students shall have the right to be taught the courses prescribed in the syllabus. This right shall be exercised in strict compliance with the students' freedom of expression, thought, conscience and information.

Section 35: The physical and moral integrity of students shall be guaranteed within the educational system. Consequently, the following shall be proscribed:

- corporal punishment and all other forms of violence;
- all forms of discrimination;
- the sale, distribution and consumption of alcoholic beverages, tobacco and drugs.

Section 36: (1) Students shall be required to accomplish all tasks relating to their studies.

(2) These shall include compliance with the instruments in force, as well as the internal rules and regulations of the school they attend.

Chapitre III
Des enseignants

Art. 37.- (1) L'enseignant est le principal garant de la qualité de l'éducation. A ce titre, il a droit, dans la limite des moyens disponibles, à des conditions de travail et de vie convenables, ainsi qu'à une formation initiale et continue appropriée.

(2) L'Etat assure la protection de l'enseignant et garantit sa dignité dans l'exercice de ses fonctions.

(2) Un décret du Président de la République fixe le statut particulier du personnel des corps de l'éducation.

Art. 38.- L'enseignant jouit, dans le cadre des franchises académiques et dans l'exercice de ses fonctions, d'une entière liberté de pensée et d'expression, dans le strict respect de la liberté de conscience et d'opinion des élèves.

Art. 39.- (1) L'enseignant est soumis à l'obligation d'enseignement, d'éducation, d'encadrement pédagogique, de promotion scientifique, d'évaluation et de rectitude morale.

(2) Il est, en outre, soumis au respect des textes en vigueur, notamment le règlement intérieur de l'établissement où il exerce les fonctions d'enseignant.

Titre V

Des dispositions transitoires et finales

Art. 40.- Le système éducatif régi par la présente loi sera progressivement mis en place par des textes d'application.

Art. 41.- Le système éducatif en vigueur demeure et continue de fonctionner jusqu'à l'intervention des textes d'application prévus à l'article 40 ci-dessus.

Art. 42.- La présente loi sera enregistrée, publiée suivant la procédure d'urgence, puis insérée au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 14 avril 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Chapter III
Teachers

Section 37: (1) The teacher shall be principal guarantor of the quality of education.

In this capacity, he shall be entitled, within the limit of means available, to suitable living and working conditions, as well as to appropriate initial and continuing training.

(2) The State shall ensure the protection of teachers and guarantee their dignity in the discharge of their duties.

(3) A decree of the President of the Republic shall lay down the special rules and regulations governing the corps of education personnel.

Section 38: Teachers shall, within the framework of academic freedoms and in the performance of their duties, enjoy complete freedom of thought and expression, while strictly respecting the students' freedom of conscience and opinion.

Section 39: (1) Teachers shall be bound to teach, educate, provide educational guidance, promote the quest for scientific knowledge, carry out assessment and be of moral rectitude.

(2) Furthermore, they shall abide by the instruments in force, in particular, the internal regulations of the establishment where they teach.

Part V

Miscellaneous and Final Provisions

Section 40: The educational system governed by this law shall be set up progressively by instruments of implementation.

Section 41: The current educational system shall remain and continue to function until the signature of the instruments of implementation provided for in Section 40 above.

Section 42: This law shall be registered, published according to the procedure of urgency and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 14 April 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

**Décret portant mise à la retraite et concession
d'une pension de retraite à un officier de la
gendarmerie nationale**

Par décret n° 98-52 en date du 30 mars 1998 :

Article premier.- Le colonel Fombon Fomuso, né le 26 mai 1937, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 27 mai 1998. Entré en service le 1er octobre 1961, il a servi sans interruption jusqu'au 26 mai 1998 à la gendarmerie nationale.

Art. 2.- A la date de sa mise à la retraite, l'intéressé totalise 36 ans 7 mois 26 jours de service effectif conduisant à pension, soit 36,5 annuités liquidables au grade de colonel 3° échelon, indice 1150.

Art. 3.- Le montant annuel de cette pension de retraite, calculé sur la base de 73 % du traitement afférent à l'indice 1150, est arrêté à la somme de trois millions sept cent onze mille soixante huit (3 711 068) FCFA pour compter du 1er juin 1998.

Art. 4.- A la pension de retraite susvisée, s'ajoute une majoration pour enfants de 40 %, l'intéressé ayant élevé au cours de sa carrière les neuf (9) enfants ci-après désignés, jusqu'à l'âge de 16 ans.

Il s'agit de :

- Florence Boghima Fomuso, née le 16 octobre 1962
- Dinga William, né le 15 septembre 1964
- Briget Mah Fomuso, née le 1er novembre 1967
- Nyankouna Fomuso, née le 10 février 1970
- Félix Dickson B. Fomuso, né le 30 décembre 1970
- Ndanji F., née le 8 avril 1972
- Sonbela Ngu Fomuso, né le 13 septembre 1972
- Salomon Arrey Fomuso, né le 13 septembre 1972
- Fomuso Fri Margaret, née le 25 mars 1975.

Issus de ses mariages avec les nommées Nkwenjong Mary et Etaka Rosaline.

Le montant annuel de cette majoration est arrêté à un million quatre cent quatre vingt quatre mille quatre cent vingt sept (1 484 427) FCFA à compter du 1er juin 1998.

Art. 5.- Le montant annuel de la pension et accessoires de pension de l'intéressé est arrêté à la somme de cinq millions cent quatre vingt quinze mille quatre cent quatre vingt quinze (5 195 495) FCFA pour compter du 1er juin 1998.

Art. 6.- A la pension de retraite, s'ajoutent les avantages familiaux et autres servis au militaire retraité en faveur des enfants ci-après tant qu'ils sont

Retirement and pension

By Decree No. 98-52 of 30 March 1998 :

1. Colonel Fombon Fomuso who was born on 26 May 1937, is placed on retirement with effect from 27 May 1998. Colonel Fombon Fomuso assumed duty on 1 October 1961 and has served continuously in the National Gendarmerie until 26 May 1998.

2. Colonel Fombon Fomuso shall have, on the date of retirement, completed 36 years 7 months 26 days of pensionable service, entitling him to 36 1/2 payable annuities in the rank of Colonel, incremental position 3, index 1150.

3. The annual amount of this pension, calculated on the basis of 73% of the salary corresponding to index 1150, is 3,711,068 (three million seven hundred and eleven thousand and sixty-eight) CFA F payable with effect from 1 June 1998.

4. In addition to the abovementioned pension, 40% shall be paid to him as supplementary allowances in respect of the undermentioned 9 (nine) children he raised, up to the age of 16, during his career.

The children concerned are:

- Florence Boghima Fomuso, born on 16 October 1962
- Dinga William, born on 1 November 1964
- Briget Mah Fomuso, born on 1 November 1967
- Nyankouna Fomuso, born on 10 February 1970
- Felix Dickson B. Fomuso, born on 30 December 1970
- Ndanji F., born on 8 April 1972
- Sonbela Ngu Fomuso, born on 13 September 1972
- Salomon Arrey Fomuso, born on 13 September 1972
- Fomuso Fri Margaret, born on 25 March 1975.

of his marriages with Nkwenjong Mary and Etaka Rosaline.

The annual amount of this allowance stands at 1,484,427 (one million four hundred and eighty-four thousand four hundred and twenty-seven) CFA F payable with effect from 1 June 1998.

5. Colonel Fombon Fomuso's pension and subsidiary allowances stand at 5,195,495 (five million one hundred and ninety-five thousand four hundred and ninety-five) CFA F payable with effect from 1 June 1998.

6. In addition to Colonel Fombon Fomuso's pension, family and other allowances granted to retired servicemen shall be paid to him in respect of the

vivants, fréquentent un établissement scolaire, ne sont ni mariés, ni salariés jusqu'à l'âge de 21 ans.

Il s'agit de :

- Fomuso Meluma S.G., né le 18 novembre 1983
- Fomuso P. Justine, née le 26 juillet 1985
- Fomuso Nkengne F., née le 30 juillet 1988.

Art 7.- La somme correspondante est imputable sur le budget de la République du Cameroun, chapitre 55, article 120, paragraphe 000, pour compter de l'exercice 1997-1998. Elle est payable mensuellement par les soins du ministère de l'Economie et des Finances au colonel Fombon Fomuso, Mle solde n° 25030-H et virée à son compte bancaire n° 000 113150-09 BICEC Buea; déduction faite des sommes dont l'intéressé serait éventuellement redevable envers l'Etat, les collectivités et organismes publics, jusqu'à extinction complète de la dette.

Art. 8.- Le ministre d'Etat délégué à la Présidence chargé de la Défense et le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 30 mars 1998

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret portant concession d'une pension de retraite à un officier de l'armée de terre

Par décret n° 98-53 en date du 30 mars 1998 :

Article premier.- Le lieutenant Touko Martin, né le 1er novembre 1943, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 18 novembre 1997. Entré en service le 4 janvier 1964, il a servi sans interruption jusqu'au 17 novembre 1997 à l'armée de terre.

Art. 2.- A la date de sa mise à la retraite, l'intéressé totalise 33 ans 10 mois 13 jours de service effectif conduisant à pension et bénéficie d'une année de bonification, soit 35 annuités liquidables au grade de lieutenant 2^e échelon, indice 555.

Art. 3.- Le montant annuel de cette pension de retraite, calculé sur la base de 70 % du traitement afférent à l'indice 555 s'élève à un million neuf cent cinquante trois mille cent (1 953 100) FCFA à compter du 1er décembre 1997.

undermentioned children up to the age of 21, provided that they are still alive, are not married, are not earning a salary and are still attending school.

The children concerned are:

- Fomuso Meluma S. G., born on 18 November 1983
- Fomuso P. Justine, born on 26 July 1985
- Fomuso Nkengne F., born on 30 July 1988.

7. Colonel Fombon Fomuso's pension and allowances shall be charged to the budget of the Republic of Cameroon (Head 55, Subhead 120, Item 000) with effect from the 1998-99 financial year and paid to him by monthly instalments by the Ministry of the Economy and Finance into his Account No 000-113150-09 at BICEC Buea, less any sums he may be owing the State, local councils and public bodies until the entire debt is paid off.

8. The Minister of State Delegate at the Presidency in charge of Defence and the Minister of State in charge of the Economy and Finance are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 30 March 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Retirement and pension

By Decree No. 98-53 of 30 March 1998 :

1. Lieutenant Touko Martin, who was born on 1 November 1943, is placed on retirement with effect from 1 November 1997. Lieutenant Touko Martin, who was recruited on 4 January 1964, has served without interruption until 17 November 1997 in the Army.

2. Lieutenant Touko Martin had, on the date of his retirement completed 33 years 10 months 13 days of pensionable service and benefitted from an extra year which entitles him to 35 payable annuities in the rank of Lieutenant, incremental position 2, index 555.

3. The annual amount of this retirement pension, calculated on the basis of 70% of his salary corresponding to index 555, shall be 1,953,100 (one million nine hundred and fifty-three thousand one hundred) CFA francs with effect from 1 December 1997.

Art. 4.- A la pension de retraite susvisée s'ajoute une majoration pour enfants de 35 % l'intéressé ayant élevé au cours de sa carrière les huit (8) enfants ci-après désignés, jusqu'à l'âge de 16 ans.

Il s'agit de:

- Touko Mejadeu Charles Bruno, né le 11 avril 1976
- Touko Ngamaleu Rose Fride, née le 21 juin 1978
- Deuko Touko Thierry Gilles André, né le 1er septembre 1979
- Touko Ngaunji Amense Yves, né le 4 juin 1981
- Mouni André Jules, né le 20 janvier 1972 (légitime)
- Mbianda Lary Diane, née le 10 septembre 1973 (légitimée)
- Touko Martin Eric, né le 13 avril 1975 (légitime)
- Touko Mengue Guy Georges, né le 11 mars 1979 (légitimé)

Issus de ses mariages avec les nommées Ngaunji Alice et Ndjike Rosalie.

Le montant annuel de cette majoration est arrêté à six cent quatre vingt trois mille cinq cent quatre vingt cinq (683 585) FCFA à compter du 1er décembre 1997.

Art. 5.- Le montant annuel de la pension et accessoires de pension de l'intéressé est arrêté à la somme de deux millions six cent trente six mille six cent quatre vingt cinq (2 636 685) FCFA pour compter du 1er décembre 1997.

Art. 6.- A la pension de retraite, s'ajoutent les avantages familiaux et autres servis au militaire retraité en faveur des enfants ci-après tant qu'ils sont vivants, fréquentent un établissement scolaire, ne sont ni mariés, ni salariés jusqu'à l'âge de 21 ans.

Il s'agit de:

- Touko Tsouambe Ghislain, né le 25 janvier 1981
- Touko Daye Juliette Claire, née le 1er août 1986.

Art. 7.- La somme correspondante est imputable au budget de la République du Cameroun, chapitre 55, article 120, paragraphe 000, pour compter de l'exercice 1997-98. Elle est payable mensuellement par les soins du ministère de l'Economie et des Finances au lieutenant Touko Martin, matricule solde n° 37577-M et virée à son compte bancaire n° 000 2021 60-65

4. In addition to the above-mentioned pension, 35% shall be paid to him as family allowances in respect of the undermentioned 8 (eight) children whom he raised up to the age of 16 during his career.

The children concerned are:

- Touko Mejadeu Charles Bruno, born on 11 April 1976
- Touko Ngamaleu Rose Fride, born on 21 June 1978
- Deuko Touko Thierry Gilles André, born on 1 September 1979
- Touko Ngaunji Amense Yves, born on 4 June 1981
- Mouni Andre Jules, born on 20 January 1972 (legitimated)
- Mbianda Lary Diane, born on 10 September 1973 (legitimated)
- Touko Martin Eric, born on 13 April 1975 (legitimated)
- Touko Mengue Guy Georges, born on 11 March 1979 (legitimated).

of his marriages to Ngaunji Alice and Ndjike Rosalie.

The annual amount of this allowance shall be 683,585 (six hundred and eighty-three thousand five hundred and eighty-five) CFA francs with effect from 1 December 1997.

5. Lieutenant Touko Martin's pension and subsidiary allowances shall amount to 2,636,685 (two million six hundred and thirty-six thousand six hundred and eighty-five) CFA francs with effect from 1 December 1997.

6. In addition to Lieutenant Touko Martin's pension, family and other allowances granted to retired serviceman shall be paid to him in respect of the undermentioned children up to the age of 21, provided that they are not married, are not earning a salary and are still attending school.

The children concerned are :

- Touko Tsouambe Ghislain, born on 25 January 1981
- Touko Daye Juliette Claire, born on 1 August 1986.

7. Lieutenant Touko Martin's pension and allowances shall be charged to the budget of the Republic of Cameroon (Head 55, Subhead 120, Item 000) with effect from the 1997-98 financial year. They shall be paid on a monthly basis by the Ministry of the Economy and Finance to Lieutenant Touko Martin (Sec. No. 37577-M) and transferred to his bank

BICEC Yaoundé; déduction faite des sommes dont l'intéressé serait éventuellement redevable envers l'Etat, les collectivités et organismes publics, jusqu'à extinction complète de la dette.

Art. 8.- Le ministre d'Etat délégué à la Présidence chargé de la Défense et le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 30 mars 1998.

Le Président de la République,

Paul Biya.

Décret portant mise à la retraite et concession d'une pension de retraite à un officier de l'armée de terre

Par décret n° 98-54 en date du 30 mars 1998 :

Article premier.- Le lieutenant Biwole Bilounga Valentin, né le 22 juin 1944, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 21 juin 1998. Entré en service le 16 février 1966, il a servi sans interruption jusqu'au 21 juin 1998 à l'armée de terre.

Art. 2.- A la date de sa mise à la retraite, l'intéressé totalise 32 ans 4 mois 6 jours de service effectif conduisant à pension et bénéficie d'une année de bonification, soit 33,5 annuités liquidables au grade de lieutenant 2^e échelon, indice 555.

Art. 3.- Le montant annuel de cette pension de retraite, calculé sur la base de 67 % du traitement afférent à l'indice 555 s'élève à un million huit cent soixante neuf mille trois cent quatre vingt seize (1 869 396) FCFA pour compter du 1er juillet 1998.

Art. 4.- A la pension de retraite susvisée s'ajoute une majoration pour enfants de 25 %. L'intéressé ayant élevé au cours de sa carrière les six (6) enfants ci-après désignés, jusqu'à l'âge de 16 ans.
Il s'agit de:

- 1er lit:* Mme Mendo Céline, mariée le 29 mars 1971
- Mbozo'o Biwole Antoinette, née le 19 février 1971
 - Bilounga Biwole Serge, né le 20 mars 1972
 - Mve Biwole Janvier Baudelaire, né le 26 janvier 1975
 - Chimène Evelyne Bisso Biwole, née le 3 mai 1980

account No. 000 202160-65 BICEC Yaounde, less any sums he may be owing the State, councils and public bodies until the entire debt is paid.

8. The Minister of State Delegate at the Presidency in charge of Defence and the Minister of State in charge of the Economy and Finance are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 30 March 1998.

Paul Biya,

President of the Republic.

Retirement and Pension

By Decree No. 98-54 of 30 March 1998:

1. Lieutenant Biwole Bilounga Valentin, born on 22 June 1944, is, with effect from 21 June 1998, placed on retirement. Recruited on 16 February 1966, he served the Army without interruption till 21 June 1998.

2. Lieutenant Biwole Bilounga Valentin, on the date of his placement on retirement has completed 32 years 4 months 6 days of effective service leading to pension and a year of bonus, representing 35.5 payable annuities in the rank of Lieutenant, incremental position 2, index 555.

3. The annual amount of this retirement pension, calculated on the basis of 67% of the gross salary corresponding to index 555, is 1,869,396 (One million eight hundred and sixty-nine thousand three hundred and ninety-six) CFA francs with effect from 1 July 1998.

4. The retirement pension referred to above shall be increased by 25%. Lieutenant Biwole Bilounga Valentin having raised the following 6 (six) children up to the age of 16 during his career:

- 1st marriage:* Mrs. Mendo Céline, married on 29 March 1971
- Mbozo'o Biwole Antoinette, born on 19 February 1971
 - Bilounga Biwole Serge, born on 20 March 1972
 - Mve Biwole Janvier Baudelaire, born on 26 January 1975
 - Chimène Evelyne Bisso Biwole, born on 3 May 1980.

2e lit: Mme Bedjeme Joséphine, mariée le 24 février 1975

- Angounou Biwole Valentin, né le 8 janvier 1973
- Akono Biwole Bertin, né le 18 juin 1975

3e lit: Mme Minko Befolo Marceline, mariée le 5 juillet 1994
Néant

Le montant annuel de cette majoration est fixé à quatre cent soixante sept mille trois cent quarante neuf (467 349) FCFA à compter du 1er juillet 1998.

Art. 5.- Le montant annuel de la pension et accessoires de pension de l'intéressé s'élève à deux millions trois cent trente six mille sept cent quarante cinq (2 336 745) FCFA pour compter du 1 juillet 1998.

Art. 6.- A la pension de retraite s'ajoutent les avantages familiaux et autres servis au militaire retraité en faveur des enfants ci-après tant qu'ils sont vivants, fréquentent un établissement scolaire, ne sont ni mariés, ni salariés jusqu'à l'âge de 21 ans. Il s'agit de:

- Junior Miskine Biwole Biwole, né le 4 septembre 1983
- Mendo Biwole Carole, née le 9 avril 1986
- Minette Christine Eto Biwole, née le 26 septembre 1988

Issus de son mariage avec la nommée Mendo Céline

- Edouard Akame Biwole Boris, né le 4 mai 1996
- Ayang Biwole Gaëlle Armandine, née le 4 février 1988

Issus de son mariage avec la nommée Minko Befolo Marceline ;

- Sydaine Akame Biwole, née le 12 mai 1983 (reconnue)
- Biwole Bilounga Valentin II, né le 16 septembre 1991 (reconnu)
- Biwole Biwole Justin, né le 25 novembre 1987 (reconnu)

Art. 7.- La somme correspondante est imputable sur le budget de la République du Cameroun, chapitre 55, article 120, paragraphe 000, pour compter de l'exercice 1998-99. Elle est payable mensuellement par les soins du ministère de l'Economie et des Finances au lieutenant Biwole Bilounga Valentin, matricule solde n° 038805-X et virée à son compte bancaire n° 1394963720-R SCB Crédit Lyonnais Yaoundé, déduction faite des sommes dont l'intéressé serait

2nd marriage: Mrs. Bedjeme Josephine, married on 24 February 1975

- Angounou Biwole Valentin, born on 8 January 1973
- Akono Biwole Bertin, born on 18 June 1975.

3rd marriage: Mrs. Minko Befolo Marceline, married on 5 July 1994
- Nil.

The annual amount of this additional sum shall be fixed at 467,349 (Four hundred and sixty-seven thousand three hundred and forty-nine) CFA francs with effect from 1 July 1998.

5. The annual amount of the pension and subsidiary allowances of Lieutenant Biwole Bilounga Valentin is 2,336,745 (Two million three hundred and thirty-six thousand seven hundred and forty-five) CFA francs with effect from 1 July 1998.

6. To this retirement pension shall be added family allowances and other benefits given to retired military men on behalf of the following children up to the age of 21 so long as they are alive, attending school, are neither married nor earning a salary:

- Junior Miskine Biwole Biwole, born on 4 September 1983
- Mendo Biwole Carole, born on 9 April 1986
- Minette Christine Eto Biwole, born on 26 September 1988

of his marriage with Mendo Céline;

- Edouard Akame Biwole Boris, born on 4 May 1996
- Ayang Biwole Gaëlle Armandine, born on 4 February 1988

of his marriage with Minko Befolo Marceline;

- Sydaine Akame Biwole, born on 12 May 1983 (recognized)
- Biwole Bilounga Valentin II, born on 16 September 1991 (recognized)
- Biwole Biwole Justin, born on 25 November 1987 (recognized).

7. The corresponding amount shall be charged to the budget of the Republic of Cameroon - Head 55 - Subhead 120 - Item 000 with effect from the 1998-99 financial year. It shall be paid on a monthly basis through the Ministry of the Economy and Finance to Lieutenant Biwole Bilounga Valentin, See. No. 038805-X and transferred to his bank account No. 1394963720-R, SCB Crédit Lyonnais Yaoundé, less

éventuellement redevable envers l'Etat, les collectivités et organismes publics, jusqu'à extinction complète de la dette.

Art. 8.- Le ministre d'Etat délégué à la Présidence chargé de la Défense et le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 30 mars 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret portant mise à la retraite et concession d'une pension de retraite à un officier de l'armée de terre

Par décret n° 98-55 en date du 30 mars 1998 :

Article premier.- Le lieutenant Amougou Balla Embolo Désiré, né le 24 mai 1944 à Myomo-Yaounde, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour limite d'âge de son grade pour compter du 24 mai 1998. Entré en service le 16 mars 1962, il a servi sans interruption jusqu'au 23 mai 1998 à l'armée de terre.

Art. 2.- A la date de sa mise à la retraite, l'intéressé totalise 36 ans 2 mois 8 jours de service effectif conduisant à pension et bénéficie d'une année de bonification, soit 37 annuités liquidables au grade de lieutenant 3^e échelon, indice 590.

Art. 3.- Le montant annuel de cette pension de retraite, calculé sur la base de 74 % du traitement afférent à l'indice 590 s'élève à deux millions cent soixante quatre mille cinq cent trente cinq (2 164 535) francs CFA pour compter du 1er juin 1998.

Art. 4.- A la pension de retraite susvisée, s'ajoute une majoration pour enfants de 20 %, l'intéressé ayant élevé au cours de sa carrière les cinq (5) enfants ci-après désignés, jusqu'à l'âge de 16 ans.

Il s'agit de:

- Nkoumou Séraphine Urline, née le 8 juillet 1972
- Amougou Tobie, né le 4 septembre 1974
- Ngondoumou Françoise, née le 17 janvier 1977
- Amougou Mathilde, née le 4 novembre 1978
- Fouda Zacharie, né le 24 mars 1981

Issus de son mariage avec la nommée Mengue Ngondoumou Mathilde, célébré le 9 juin 1967.

any sums he may be owing the State, councils and public bodies till the entire debt is paid.

8. The Minister Delegate at the Presidency in charge of Defence and the Minister of State in charge of the Economy and Finance are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 30 March 1998.

Paul Biya.
President of the Republic.

Retirement and Pension

By Decree No. 98-55 of 30 March 1998 :

1. Lieutenant Amougou Balla Embolo Désiré, born on 24 May 1944 at Myomo-Yaounde, who has reached the prescribed age-limit for his rank, is, with effect from 24 May 1998, placed on retirement. Recruited on 16 March 1962, he has served in the Army without interruption till 23 May 1998.

2. Lieutenant Amougou Balla Embolo Désiré, on the date of his placement on retirement in the rank of Lieutenant, had completed 36 years 2 months 8 days of effective service leading to a pension and a year of bonus, representing 37 payable annuities, incremental position 3, index 590.

3. The annual amount of this retirement pension, calculated on the basis of 74% of the gross salary corresponding to index 590, is 2,164,535 (two million one hundred and sixty-four thousand five hundred and thirty-five) CFA francs with effect from 1 June 1998.

4. The retirement pension referred to above shall be increased by 20%. Lieutenant Amougou Balla Embolo Désiré having raised the following 5 (five) children up to the age of 16 during his career:

- Nkoumou Séraphine Urline, born on 8 July 1972
- Amougou Tobie, born on 4 September 1974
- Ngondoumou Françoise, born on 17 January 1977
- Amougou Mathilde, born on 4 November 1978
- Fouda Zacharie, born on 24 March 1981.

of his marriage with Mengue Ngondoumou Mathilde, celebrated on 9 June 1967.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à quatre cent trente deux mille neuf cent sept (432 907) FCFA à compter du 1er juin 1998.

Art. 5.- Le montant annuel de la pension et accessoires de pension de l'intéressé s'élève à deux millions cinq cent quatre vingt dix sept mille quatre cent quarante deux (2 597 442) FCFA pour compter du 1er juin 1998.

Art. 6.- La somme correspondante est imputable sur le budget de la République du Cameroun, chapitre 55, article 120, paragraphe 000, pour compter de l'exercice 1997-98. Elle est payable mensuellement par les soins du ministère de l'Economie et des Finances au lieutenant Amougou Balla Embolo Désiré, matricule solde n° 037796-E et virée à son compte bancaire n° 621 320-60001 BICEC Yaoundé; déduction faite des sommes dont l'intéressé serait éventuellement redevable envers l'Etat, les collectivités et organismes publics, jusqu'à extinction complète de la dette.

Art. 7.- Le ministre d'Etat délégué à la Présidence chargé de la Défense et le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 30 mars 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret portant mise à la retraite et concession d'une pension de retraite à un officier de la gendarmerie nationale

Par décret n° 98-56 en date du 30 mars 1998 :

Article premier.- Le capitaine Essindi Amah Frédéric, né le 18 juillet 1940, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 18 juillet 1998. Entré en service le 1er août 1960, il a servi sans interruption jusqu'au 17 juillet 1998 à la gendarmerie nationale.

The annual amount of this additional sum shall be fixed at 432,907 (four hundred and thirty-two thousand nine hundred and seven) CFA francs, with effect from 1 June 1998.

5. The annual amount of the pension and subsidiary allowance of Lieutenant Amougou Balla Embolo Desire is 2,597,442 (two million five hundred and ninety seven thousand four hundred and forty-two) CFA francs with effect from 1 June 1998.

6. The corresponding amount shall be charged to the budget of the Republic of Cameroon, Head 55 - Subhead 120 - Item 000 with effect from the 1997-98 financial year. It shall be paid on a monthly basis through the Ministry of the Economy and Finance to Lieutenant Amougou Balla Embolo Désiré, See. No. 037796-E and transferred to his bank account No. 621320/60001 BICEC Yaounde, less any sums he may be owing the State, councils and public bodies till the entire debt is paid.

7. The Minister of State Delegate at the Presidency in charge of Defence and the Minister of State in charge of the Economy and Finance are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 30 March 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Retirement and pension

By Decree No. 98-56 of 30 March 1998 :

1. Captain Essindi Amah Frédéric, who was born on 18 July 1940, is placed on retirement with effect from 18 July 1998. Captain Essindi Amah Frédéric who was recruited on 1 August 1960 has served without interruption until 17 July 1998 in the National Gendarmerie.

Art. 2.- A la date de sa mise à la retraite, l'intéressé totalise 37 ans 11 mois 16 jours de service effectif conduisant à pension, soit 38 annuités liquidables au grade de capitaine 4° échelon, indice 795.

Art. 3.- Le montant annuel de cette pension de retraite, calculé sur la base de 76 % du traitement afférent à l'indice 795, s'élève à deux millions huit cent vingt trois mille cinq cent quatre vingt huit (2 823 588) FCFA à compter du 1er août 1998.

Art. 4.- A la pension de retraite susvisée s'ajoute une majoration pour enfants de 30 %, l'intéressé ayant élevé au cours de sa carrière les sept (7) enfants ci-après désignés, jusqu'à l'âge de 16 ans.

Il s'agit de:

1er lit: Mme Mbezele Olinga Olive, mariée le 9 avril 1960

- Bissa Essindi, né le 26 novembre 1963
- Mbezele Olive Pascaline, née le 18 avril 1965
- Amah Essindi Gérard Bertrand, né le 26 août 1969
- Essindi Essindi Frédéric Jean Daniel, né le 28 décembre 1975
- Ebogo Essindi Alain Thierry, né le 13 novembre 1978.

2e lit: Mme Eyeguele Ursule Marie, mariée le 25 mars 1980

- Mbika Fabrice Adrien, né le 17 janvier 1979 (légitimé)
- Eyeguele Essindi Christelle Eléonore, née le 4 octobre 1981

Le montant annuel de cette majoration est arrêté à huit cent quarante sept mille soixante seize (847 076) FCFA à compter du 1er août 1998.

Art. 5.- Le montant annuel de la pension et accessoires de pension de l'intéressé est arrêté à la somme de trois millions six cent soixante dix mille six cent soixante cinq (3 670 665) FCFA pour compter du 1er août 1998.

Art. 6.- A la pension de retraite s'ajoutent les avantages familiaux et autres servis au militaire retraité en faveur de l'enfant ci-après tant qu'il est vivant, fréquente un établissement scolaire, n'est ni marié, ni salarié jusqu'à l'âge de 21 ans.

2. Captain Essindi Amah Frédéric had, on the date of his retirement, completed 37 years 11 months 16 days of pensionable service which entitles him to 38 payable annuities in the rank of Captain, incremental position 4, index 795.

3. The annual amount of this retirement pension, calculated on the basis of 76% of his salary corresponding to index 795, shall be 2,823,588 (two million eight hundred and twenty-three thousand five hundred and eighty-eight) CFA francs with effect from 1 August 1998.

4. In addition to the above-mentioned pension, 30% shall be paid to him as family allowances in respect of the undermentioned 7 (seven) children whom he raised up to the age of 16 during his career.

The children concerned are:

First Marriage:

- Bissa Essindi, born on 26 November 1963
- Mbezele Olive Pascaline, born on 18 April 1965
- Amah Essindi Gérard Bertrand, born on 26 August 1969
- Essindi Essindi Frédéric Jean Daniel, born on 28 December 1975
- Ebogo Essindi Alain Thierry, born on 13 November 1978
of his marriage to Mrs. Mbezele Olinga Olive on 9 April 1960.

Second Marriage:

- Mbika Fabrice Adrien, born on 17 January 1979 (legitimated)
- Eyeguele Essindi Christelle Eléonore, born on 4 October 1981
of his marriage to Mrs. Eyeguele Ursule Marie on 25 March 1980.

The annual amount of this allowance shall be 847,076 (eight hundred and forty-seven thousand and seventy-six) CFA francs with effect from 1 August 1998.

5. Captain Essindi Amah Frédéric's pension and subsidiary allowances shall amount to 3,670,665 (three million six hundred and seventy thousand six hundred and sixty-five) CFA francs annually with effect from 1 August 1998.

6. In addition to Captain Essindi Amah Frédéric's pension, family and other allowances granted to retired servicemen shall be paid to him in respect of the undermentioned child up to the age of 21, provided that he is not married, is not earning a salary and is still attending school.

Il s'agit de:

- Essindi Amah Frédéric Yannick, né le 14 août 1986, issu de son mariage avec la nommée Eyeguele Ursule Marie.

Art. 7.- La somme correspondante est imputable sur le budget de la République du Cameroun, chapitre 55, article 120, paragraphe 000 pour compter de l'exercice 1998-99. Elle est payable mensuellement par les soins du ministère de l'Economie et des Finances au capitaine Essindi Amah Frédéric, matricule solde n° 025953-M et virée à son compte bancaire n° 000140 130/B SCB Crédit Lyonnais Yaoundé: déduction faite des sommes dont l'intéressé serait éventuellement redevable envers l'Etat, les collectivités et organismes publics, jusqu'à extinction complète de la dette.

Art. 8.- Le ministre d'Etat délégué à la Présidence chargé de la Défense et le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 30 mars 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret portant mise à la retraite et concession d'une pension de retraite à un officier de la gendarmerie nationale

Par décret n° 98-57 en date du 30 mars 1998 :

Article premier.- Le capitaine Famdie Célestin, né vers 1943, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1er janvier 1998. Entré en service le 22 mai 1967, il a servi sans interruption jusqu'au 31 décembre 1997 à la gendarmerie nationale.

Art. 2.- A la date de sa mise à la retraite, l'intéressé totalise 30 ans 7 mois 9 jours de service effectif conduisant à pension et bénéficie d'une année de bonification, soit 31,5 annuités liquidables au grade de capitaine 3° échelon, indice 745.

Art. 3.- Le montant annuel de cette pension de retraite, calculé sur la base de 63 % du traitement afférent à l'indice 745 s'élève à: deux millions deux cent dix neuf mille cent quatre vingt cinq (2 219 185) FCFA pour compter du 1er janvier 1998.

The child concerned is:

- Essindi Amah Frédéric Yannick, born on 14 August 1986 of his marriage to Eyeguele Ursule Marie.

7. Captain Essindi Amah Frédéric's pension and allowances shall be charged to the budget of the Republic of Cameroon (Head 55, Subhead 120, Item 000) with effect from the 1998-99 financial year. They shall be paid on a monthly basis by the Ministry of the Economy and Finance to Captain Essindi Amah Frédéric (See. No. 025953-M) and transferred to his bank account No. 000140 130/B SCB Crédit Lyonnais Yaounde, less any sums he may be owing the State, local councils and public bodies until the entire debt is paid.

8. The Minister of State Delegate at the Presidency in charge of Defence and the Minister of State in charge of the Economy and Finance are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 30 March 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Retirement and pension

By Decree No. 98-57 of 30 March 1998 :

1. Captain Famdie Celestin, who was born circa 1943, is placed on retirement with effect from 1 January 1998. Captain Famdie Celestin who was recruited on 22 May 1967 has served without interruption until 31 December 1997 in the National Gendarmerie.

2. Captain Famdie Celestin had, on the date of his retirement, completed 30 years 7 months 9 days of pensionable service and benefitted from an extra year, which entitles him to 31.5 payable annuities in the rank of Captain, incremental position 3, index 745.

3. The annual amount of this retirement pension, calculated on the basis of 63% of his salary corresponding to index 745, shall be 2,219,185 (two million two hundred and nineteen thousand one hundred and eighty-five) CFA francs with effect from 1 January 1998.

Art. 4.- A la pension de retraite susvisée, s'ajoute une majoration pour enfants de 25%, l'intéressé ayant élevé au cours de sa carrière les six (6) enfants ci-après désignés, jusqu'à l'âge de 16 ans.

Il s'agit de:

- Famdie Kamgue Guy Rufin, né le 19 janvier 1970
- Famdie Simo Franklin, né le 7 mars 1972
- Famdie Magne Sylvie, née le 28 août 1974
- Famdie Medefo Edith Aimée, née le 26 janvier 1977
- Famdie Mele Christelle, née le 21 novembre 1979
- Djemo Tckokne Oliva, née le 1er septembre 1981.

Issus de son mariage avec la nommée Yongne Jeanne.

Le montant annuel de cette majoration est arrêté à cinq cent cinquante quatre mille sept cent quatre vingt seize (554 796) FCFA à compter du 1er janvier 1998.

Art. 5.- Le montant annuel de la pension et accessoires de pension de l'intéressé est arrêté à la somme de deux millions sept cent soixante treize mille neuf cent quatre vingt un (2 773 981) FCFA pour compter du 1er janvier 1998.

Art. 6.- A la pension de retraite s'ajoutent les avantages familiaux et autres servis au militaire retraité en faveur des enfants ci-après, tant qu'ils sont vivants, fréquentent un établissement scolaire, ne sont ni mariés, ni salariés jusqu'à l'âge de 21 ans.

Il s'agit de:

- Djemo Bobda Brice Willy, né le 29 décembre 1983
- Messah Djukon Sandrine, née le 13 septembre 1986
- Famdie Célestin Junior, né le 7 novembre 1989

Art. 7.- La somme correspondante est imputable sur le budget de la République du Cameroun, chapitre 55, article 120, paragraphe 000, pour compter de l'exercice 1997-98. Elle est payable mensuellement par les soins du ministère de l'Economie et des Finances au capitaine Famdie Célestin, matricule solde n° 028192-Z et virée à son compte bancaire n° 0200019030/8 SGBC Yaoundé ; déduction faite des sommes dont l'intéressé serait éventuellement redevable envers l'Etat, les collectivités et organismes publics, jusqu'à extinction complète de la dette.

Art. 8.- Le ministre d'Etat délégué à la Présidence

4. In addition to the above-mentioned pension, 25% shall be paid to him as family allowances in respect of the undermentioned 6 (six) children whom he raised up to the age of 16 during his career.

The children concerned are:

- Famdie Kamgue Guy Rufin, born on 19 January 1970
- Famdie Simo Franklin, born on 7 March 1972
- Famdie Magne Sylvie, born on 28 August 1974
- Famdie Medefo Edith Aimée, born on 26 January 1977
- Famdie Mele Christelle, born on 21 November 1979
- Djemo Tchokne Oliva, born on 1 September 1981

of his marriage to Yongne Jeanne.

The annual amount of this allowance shall be 554,796 (five hundred and fifty-four thousand seven hundred and ninety-six) CFA francs with effect from 1 January 1998.

5. Captain Famdie Celestin's pension and subsidiary allowances shall amount to 2,773,981 (two million seven hundred and seventy-three thousand nine hundred and eighty-one) CFA francs annually with effect from 1 January 1998.

6. In addition to Captain Famdie Celestin's pension, family and other allowances granted to retired servicemen shall be paid to him in respect of the undermentioned children up to the age of 21, provided that they are not married, are not earning a salary and are still attending school.

The children concerned are:

- Djemo Bobda Brice Willy, born on 29 December 1983
- Messah Djukon Sandrine, born on 13 September 1986
- Famdie Célestin Junior, born on 7 November 1989

7. Captain Famdie Celestin's pension and allowances shall be charged to the budget of the Republic of Cameroon (Head 55, Subhead 120, Item 000) with effect from the 1997-98 financial year. They shall be paid on a monthly basis by the Ministry of the Economy and Finance to Captain Famdie Celestin (Sec. No. 028192-Z) and transferred to his bank account No. 0200 019030/8 SGBC Yaounde, less any sums he may be owing the State, local councils and public bodies until the entire debt is paid.

8. The Minister of State Delegate at the Presidency in

chargé de la Défense et le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 30 mars 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret n° 98-58 du 30 mars 1998 portant ratification du Protocole concernant un amendement à la Convention relative à l'aviation civile internationale signé à Montréal le 27 mai 1947

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 97-24 du 30 septembre 1997 autorisant le Président de la République à ratifier le Protocole concernant un amendement à la Convention relative à l'aviation civile internationale signé à Montréal le 27 mai 1947,

Décète :

Article premier.- Est ratifié le Protocole concernant un amendement à la Convention relative à l'aviation civile internationale signé à Montréal le 27 mai 1947.

Art. 2.- Le présent décret sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 30 mars 1998.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Décret n° 98-59 du 30 mars 1998 ratifiant l'Accord de prêt n° F-CAM-PAS-2-98-12 d'un montant de 13 020 000 UC conclu le 13 février 1998, entre le Fonds africain de Développement et la République du Cameroun

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 98-4 du 19 janvier 1998 autorisant le ministre des Investissements publics et de l'Aménagement du Territoire à signer avec le Fonds africain de Développement l'Accord de prêt n° F-CAM-PAS-2-98-12 d'un montant de 13 020 000 unités de compte-FAD,

charge of Defence and the Minister of State in charge of the Economy and Finance are responsible, each in his own sphere, for the implementation of this decree which shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 30 March 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Decree No. 98-58 of 30 March 1998 to ratify the Protocol concerning an amendment to the Convention on International Civil Aviation signed at Montreal on 27 May 1947

The President of the Republic.

Mindful of the Constitution;

Mindful of Law No. 97-24 of 30 September 1997 to authorize the President of the Republic to ratify the Protocol concerning an amendment to the Convention on International Civil Aviation signed at Montreal on 27 May 1947,

Hereby decrees as follows:

1. The Protocol concerning an amendment to the Convention on International Civil Aviation signed at Montreal on 27 May 1947 is ratified.

2. This decree shall be registered, published according to the procedure of urgency and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 30 March 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Decree No. 98-59 of 30 March 1998 to ratify loan agreement No. F-CAM-PAS-2-98-12 worth 13 020 000 Units of Account signed on 13 February 1998 between the African Development Fund and the Republic of Cameroon

The President of the Republic.

Mindful of the Constitution;

Mindful of Decree No. 98-4 of 19 January 1998 to authorize the Minister of Public Investments and Regional Development to sign with the African Development Fund Loan Agreement No. F-CAM-PAS-2-98-12 worth 13 020 000 ADF Units of Account,

Décrète :

Article premier.- Est ratifié l'Accord de prêt n° F-CAM-PAS-2-98-12 d'un montant de 13 020 000 unités de compte-FAD, soit environ 10 416 000 000 (dix milliards quatre cent seize millions) de F CFA, conclu le 13 février 1998 à Abidjan entre le Fonds africain de Développement et la République du Cameroun, en vue du financement d'une partie des coûts en devises du programme d'ajustement structurel II.

Art. 2.- Le présent décret sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence, puis inséré au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 30 mars 1998.

Le Président de la République.
Paul Biya.

Décret n° 98-60 du 30 mars 1998 ratifiant l'Accord de prêt n° F-CAM-RED-PAU-FEM-98-13 d'un montant de 14 100 000 UC conclu le 13 février 1998, entre le Fonds africain de Développement et la République du Cameroun

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 98-4 du 19 janvier 1998 autorisant le ministre des Investissements publics et de l'Aménagement du Territoire à signer avec le Fonds africain de Développement l'Accord de prêt n° F-CAM-PAS-2-98-12 d'un montant de 14 100 000 unités de compte-FAD.

Décrète :

Article premier.- Est ratifié l'Accord de prêt n° F-CAM-RED-PAU-FEM-98-13 d'un montant de 14 100 000 unités de compte-FAD, soit environ 11 280 000 000 (onze milliards deux cent quatre vingt millions) de F CFA, conclu le 13 février 1998 à Abidjan entre le Fonds africain de Développement et la République du Cameroun, en vue du financement d'une partie des coûts en devises et d'une partie des coûts en monnaie

Hereby decrees as follows:

1. Loan Agreement No. F-CAM-PAS-2-98-12 worth 13 020 000 ADF units of account or about 10 416 000 000 (Ten thousand four hundred and sixteen million) CFA F signed between the African Development Fund and the Republic of Cameroon for the partial financing in hard currency of the Second Structural Adjustment Programme is ratified.

2. This decree shall be registered, published according to the procedure of urgency and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 30 March 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Decree No. 98-60 of 30 March 1998 to ratify loan agreement No. F-CAM-RED-PAU-FEM-98-13 covering an amount of 14 100 000 UC concluded on 13 February 1998 between the African Development Fund and the Republic of Cameroon

The President of the Republic.

Mindful of the Constitution;

Mindful of Decree No. 98-4 of 19 January 1998 to authorize the Minister of Public Investments and Regional Development to sign Loan Agreement No. F-CAM-PAS-2-98-12 covering an amount of 14 100 000 ADF Units of account.

Hereby decrees as follows:

1. Loan agreement No. F-CAM-RED -PAU-FEM-98-13 covering an amount of 14 100 000 ADF units of account representing about 11 280 000 000 (eleven thousand two hundred and eighty million) CFA francs concluded on 13 February 1998 at Abidjan between the African Development Fund and the Republic of Cameroon for the partial financing of costs in foreign currency and in local currency under the Poverty

locale du projet de réduction de la pauvreté et d'actions en faveur des femmes.

Art. 2.- Le présent décret sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence, puis inséré au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 30 mars 1998.

Le Président de la République.
Paul Biya.

Décret n° 98-61 du 3 avril 1998 autorisant le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances à signer l'Accord de rééchelonnement de la dette du Cameroun vis-à-vis de la République Fédérale d'Allemagne

Le Président de la République.

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 97-205 du 7 décembre 1997 portant organisation du Gouvernement ;

Vu le décret n° 97-207 du 7 décembre 1997 portant formation du Gouvernement.

Décrète :

Article premier.- Le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances est autorisé, avec faculté de délégation, à signer l'Accord de rééchelonnement de la dette du Cameroun vis-à-vis de la République Fédérale d'Allemagne d'un montant de 663 457 899,13 (six cent soixante trois millions quatre cent cinquante sept mille huit cent quatre vingt dix neuf virgule treize) DM, soit environ 222 600 000 000 (deux cent vingt deux milliards six cent millions) de FCFA.

Art. 2.- Le présent décret sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 3 avril 1998.

Le Président de la République.
Paul Biya.

Décret portant nomination d'inspecteurs généraux au ministère de l'Agriculture

Par décret n° 98-62 en date du 3 avril 1998 :

Article premier.- Sont, à compter de la date de signature du présent décret, nommés inspecteurs

Alleviation Project and Actions in favour of women, is hereby ratified.

2. This decree shall be registered, published in accordance with the procedure of urgency, and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 30 March 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Decree No. 98-61 of 3 April 1998 to authorize the Minister of the Economy and Finance to sign a debt rescheduling agreement with the Federal Republic of Germany

The President of the Republic.

Mindful of the Constitution ;

Mindful of Decree No. 97-205 of 7 December 1997 to organize the Government ;

Mindful of Decree No. 97-207 of 7 December 1997 to form the Government,

Hereby decrees as follows :

1. The Minister of State in charge of the Economy and Finance is authorized, with powers of delegation, to sign an agreement to reschedule the debt Cameroon owes the Federal Republic of Germany, covering the sum of 663,457,899.13 (six hundred and sixty-three million four hundred and fifty-seven thousand eight hundred and ninety-nine point one three) DM, or about 222,600,000,000 (two hundred and twenty-two thousand six hundred million) CFA F.

2. This decree shall be registered, published according to the procedure of urgency, and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 3 April 1998.

Paul Biya,
President of the Republic.

Appointment of Inspectors General in the Ministry of Agriculture

By Decree No. 98-62 of 3 April 1998 :

1. The undermentioned persons are, with effect from the date of signature of this decree, appointed

généraux au ministère de l'Agriculture :

Inspecteur général n° 1 : M. Nga Jacques Joseph, ingénieur général d'agriculture, en poste.

Inspecteur général n° 2 : M. Ngan Joseph, ingénieur général d'agriculture, précédemment délégué provincial de l'agriculture du Littoral, en remplacement de M. Ngouang Ngouang Charles Désiré.

Inspecteur général n° 3 : M. Foncho Peter Allen Fru, ingénieur d'agriculture, précédemment inspecteur n° 3, en remplacement de M. Kenfack Martin.

Art. 2.- Les intéressés auront droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 3.- Le présent décret sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 3 avril 1998.

Le Président de la République.
Paul Biya.

Décret portant révocation d'office du commissaire de police Luma Emmanuel Monjimbo, (Mle 519 618-S)

Par décret n° 98-63 en date du 13 avril 1998 :

Article premier.- Sont et demeurent rapportées les dispositions de la décision n° 390-DGSN-DPSS-SDP-SD du 26 septembre 1996.

Art. 2.- En application des dispositions des articles 141 alinéa 6 et 146 alinéas 2 et 3 du décret n° 94-200 du 7 octobre 1994, M Luma Emmanuel Monjimbo, commissaire de police (Mle 519 618-S) est, à compter du 7 mars 1996, révoqué d'office du corps de la Sécurité nationale avec suppression des droits à pension, pour abandon de poste.

Art. 3.- (1) L'intéressé a cependant droit au remboursement des retenues opérées sur son salaire pendant sa période d'activité, déduction faite, le cas échéant, des sommes dont il serait redevable envers le Trésor public.

(2) Il a également droit au transport gratuit pour lui-même, son épouse, ses enfants, ainsi que ses bagages, du lieu de service à sa localité d'origine.

Inspectors General in the Ministry of Agriculture:

Inspector General No.1: Mr. Nga Jacques Joseph, Agricultural Engineer General, reappointment.

Inspector General No.2: Mr. Ngan Joseph, Agricultural Engineer General, previously Provincial Delegate of Agriculture for the Littoral, in replacement of Mr. Ngouang Ngouang Charles Désiré.

Inspector General No.3: Mr. Foncho Peter Allen Fru, Agricultural Engineer, previously Inspector No. 3, in replacement of Mr. Kenfack Martin.

2. The persons concerned shall be entitled to all various benefits provided for by the regulations in force.

3. This decree shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 3 April 1998

Paul Biya,
President of the Republic.

Dismissal of a superintendent of police

By Decree No. 98-63 of 13 April 1998 :

1. The provisions of Decision No. 390-DGSN-DPSS-SDP-SD of 26 September 1998 are hereby repealed and shall so remain.

2. Pursuant to the provisions of Articles 141 (6) and 146 (2) and (3) of Decree No. 94-200 of 7 October 1994, Mr. Luma Emmanuel Monjimbo, Superintendent of Police (Sec. No. 519 618-S), is, with effect from 7 March 1996, automatically dismissed from the National Security corps with forfeiture of pension benefits, for desertion of post.

3. (1) Mr. Luma Emmanuel Monjimbo shall, however, be entitled to a refund of the deductions made on his salary during his period of service, less any sums he may be owing the Public Treasury.

(2) He shall also be entitled to free transport for himself, his wife and children, as well as his luggage from his place of service to his area of origin.

Art. 4.- Le présent décret sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 13 avril 1998.

*Pour le Président de la République,
et par délégation
Le secrétaire général de la Présidence
Marafa Hamidou Yaya.*

**Arrêté déclarant fériée la journée
du lundi 6 avril 1998**

Par arrêté n° 152-CAB-PR en date du 3 avril 1998 :

Article premier.- La journée du lundi 6 avril 1998 est déclarée fériée et chômée sur l'ensemble du territoire.

Art. 2.- Le présent arrêté sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaounde, le 3 avril 1998.

*Le Président de la République,
Paul Biya.*

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

**Décret portant nomination de responsables au
ministère de la Recherche scientifique et
technique**

Par décret n° 98-63-PM en date du 9 avril 1998 :

Article premier.- Sont, à compter de la date de signature du présent décret, nommés aux postes ci-après au ministère de la Recherche scientifique et technique :

I- Conseillers techniques

- *Conseiller technique n° 1 :* M. Mbah David Akuro, professeur des lycées d'enseignement général, maître de recherches, précédemment directeur de la valorisation et de l'appui au développement, poste vacant.

- *Conseiller technique n° 2 :* M. Nyobe Jean Blaise, maître de recherches, précédemment directeur de la recherche et de la planification, en remplacement de M. Foyet Michel, appelé à d'autres fonctions.

4. This decree shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 13 April 1998.

*For the President of the Republic
and by delegation,
Marafa Hamidou Yaya,
Secretary-General of the Presidency.*

Order to declare a public holiday

By Order No. 152-CAB-PR of 3 April 1998 :

1. Monday, 6 April 1998, is declared a public holiday in the Republic of Cameroon.

2. This order shall be registered, published according to the procedure of urgency and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 3 April 1998.

*Paul Biya,
President of the Republic.*

PRIME MINISTER'S OFFICE

**Appointments in the Ministry of Scientific
and Technical Research**

By Decree No. 98-63-PM of 9 April 1998 :

1. The undermentioned persons are, with effect from the date of signature of this decree, appointed to the following posts in the Ministry of Scientific and Technical Research:

I - Technical Advisers

Technical Adviser No. 1: Mr. Mbah David Akuro, High School Teacher, Senior Research Officer, previously Director of Valorization and Development Assistance, vacancy.

Technical Adviser No. 2: Mr. Nyobe Jean Blaise, Senior Research Officer, previously Director of Research and Planning, in replacement of Mr. Foyet Michel who has been transferred to other duties.

II- Inspection générale

- *Inspecteur n° 1* : M. Beteck John Agbor, administrateur civil, précédemment directeur adjoint des affaires générales, poste créé.

- *Inspecteur n° 2* : M. Ngaba Zogo Félix, chargé de cours, précédemment chef de la division du suivi de l'exécution et d'évaluation des programmes à l'ex-division de la valorisation et de l'appui au développement, poste créé.

III- Administration centrale

Division des politiques scientifiques et de la planification

- *Chef de division* : Mme Tantchou Justine, directeur de recherches, précédemment chargé d'études n° 1 à l'ex-division des politiques scientifiques et des programmes, poste créé.

Division de la valorisation et du développement technologique

- *Chef de division* : Mme Ngo Som Julienne, directeur de recherches, précédemment chef du laboratoire de développement des technologies alimentaires, poste créé.

Direction des affaires générales

- *Directeur* : M. Abdoulaye Adjiali Boukar, administrateur civil, précédemment chef de la division des affaires juridiques au ministère de l'Agriculture, poste vacant.

Art. 2.- Les intéressés auront droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 3.- Le présent décret sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 9 avril 1998.

Le Premier ministre
Peter Mafany Musonge.

Arrêté portant nomination de responsables au secrétariat général des services du Premier ministre

Par arrêté n° 13-CAB-PM en date du 30 mars 1998 :

Article premier.- Sont, à compter de la date de signature du présent arrêté, nommés aux postes ci-

II - Inspectorate General

Inspector No. 1: Mr. Beteck John Agbor, Administrative Officer, previously Assistant Director of General Affairs, new post.

Inspector No. 2: Mr. Ngaba Zogo Felix, Lecturer, previously Head of the Division for the Evaluation and Control of the Implementation of Programmes in the former Division of Valorization and Development Assistance, new post.

III - Central Administration

Scientific Policy and Planning Division

Head of Division: Mrs. Tantchou Justine, Chief Research Officer, previously Research Officer No. 1 in the former Scientific Policy and Programmes Division, new post.

Valorization and Technological Development Division

Head of Division: Mrs. Ngo Som Julienne, Chief Research Officer, previously Head of the Food Technology Development Laboratory, new post.

Department of General Affairs

Director: Mr. Abdoulaye Adjiali Boukar, Administrative Officer, previously Head of the Legal Affairs Division in the Ministry of Agriculture, vacancy

2. The persons concerned shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force

3. This decree shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 9 April 1998.

Peter Mafany Musonge,
Prime Minister

Appointments in the Secretariat General of the Prime Minister's Office

By Order No. 13-CAB-PM of 30 March 1998 :

1. The undermentioned persons are, with effect from the date of signature of this order, appointed to the

après au secrétariat général des services du Premier ministre :

Secrétariat des conseils de cabinet

Charges d'études assistants

- M. Koessa Jean-Jacques, administrateur civil, précédemment en service au secrétariat général des services du Premier ministre ;
- M. Ekobena Rémy Bernard, administrateur civil, précédemment en service au secrétariat général des services du Premier ministre ;
- M. Léa Léon Ekame Honoré, administrateur civil, précédemment en service au secrétariat général des services du Premier ministre ;
- M. Masumbe Sakwe Peter, administrateur civil, précédemment en service au ministère de l'Administration territoriale.

Direction des affaires législatives et réglementaires

Chargés d'études assistants :

- M. Essomba Pierre, administrateur civil, précédemment en service au secrétariat général des services du Premier ministre ;
- M. Abessolo Jean Claude, administrateur civil, précédemment en service au secrétariat général des services du Premier ministre ;
- M. Tekam Georges Jean, administrateur civil, précédemment en service au secrétariat général des services du Premier ministre ;
- M. Ambahe Dieudonné Edang, administrateur civil, précédemment en service au ministère de l'Administration territoriale.

Art. 2.- Les intéressés auront droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 3.- Le présent arrêté sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 30 mars 1998.

Pour le Premier ministre et par délégation,
Le secrétaire général,
Louis-Marie Abogo Nkono.

following posts in the Secretariat General of the Prime Minister's Office:

Cabinet Secretariat

Assistant Research Officers:

- Mr. Koessa Jean-Jacques, Administrative Officer, previously in service in the Secretariat General of the Prime Minister's Office.
- Mr. Ekobena Rémy Bernard, Administrative Officer, previously in service in the Secretariat General of the Prime Minister's Office.
- Mr. Léa Léon Ekame Honoré, Administrative Officer, previously in service in the Secretariat General of the Prime Minister's Office.
- Mr. Masumbe Sakwe Peter, Administrative Officer, previously in service in the Ministry of Territorial Administration.

Department of Legislative and Statutory Affairs

Assistant Research Officers

- Mr. Essomba Pierre, Administrative Officer, previously in service in the Secretariat General of the Prime Minister's Office.
- Mr. Abessolo Jean Claude, Administrative Officer, previously in service in the Secretariat General of the Prime Minister's Office.
- Mr. Tekam Georges Jean, Administrative Officer, previously in service in the Secretariat General of the Prime Minister's Office.
- Mr. Ambahe Dieudonné Edang, Administrative Officer, previously in service in the Ministry of Territorial Administration.

2. The persons concerned shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force

3. This order shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 30 March 1998.

For the Prime Minister and by delegation,
Louis-Marie Abogo Nkono,
Secretary-General.

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES
FINANCES**

**Arrêté portant nomination de responsables au
ministère de l'Economie et des Finances**

*Par arrêté n° 71-CAB-MINEFI
en date du 27 mars 1998 :*

Article premier.- Sont, à compter de la date de signature du présent arrêté, nommées aux postes ci-après au ministère de l'Economie et des Finances :

Services centraux

Direction du budget

Sous-direction des participations et des contributions
Services des sociétés à capital public
et d'économie mixte

Chef de service : Mlle Tsogo Mbala Pulchérie, cadre contractuel d'administration, précédemment en service à la direction du budget, en remplacement de Mme Ibonok Jeanne Rose, mutée.

Service des établissements publics

Chef de service : Mme Ibonok Jeanne Rose, cadre contractuel d'administration, précédemment chef de service des sociétés à capital public et d'économie mixte, en remplacement de M. Nynke Calvin, relève de ses fonctions.

Art. 2.- Les intéressées auront droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 3.- Le présent arrêté sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 27 mars 1998.

*Le ministre d'Etat chargé de l'Economie
et des Finances,
Edouard Akame Mfoumou.*

**Arrêté constatant les valeurs FOB des essences
pour le deuxième semestre de l'exercice 1997-98**

Par arrêté n° 72-MINEFI en date du 27 mars 1998 :

Article premier.- Les valeurs FOB des grumes et des bois ouvrés ou semi-ouvrés, utilisées pour le calcul, selon le cas, de la taxe d'abatage et des droits de sortie, ainsi que du prix de vente des billes échouées ou des produits forestiers, pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1998, sont constatées à l'annexe du présent arrêté.

Art. 2.- Le directeur des impôts, le directeur des douanes, le directeur du trésor et le directeur des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 27 mars 1998.

*Le ministre d'Etat chargé
de l'Economie et des Finances,
Edouard Akame Mfoumou.*

**MINISTRY OF THE ECONOMY
AND FINANCE**

**Appointments in the Ministry of the Economy
and Finance**

*By Order No. 71-CAB-MINEFI
of 27 March 1998 :*

1. The undermentioned persons are, with effect from the date of signature of this order, appointed to the following posts in the Ministry of the Economy and Finance:

Central Services

Department of the Budget
Sub-Department of Holdings
and Contributions

State and Semi-Public Companies Service
Service Head: Miss Tsogo Mbala Pulchérie, Contract Officer, previously in service at the Department of the Budget, in replacement of Mrs. Ibonok Jeanne Rose who has been transferred.

Public Establishments Service

Service Head: Mrs. Ibonok Jeanne Rose, Contract Officer, previously Head of the State and Semi-Public Companies Service, in replacement of Mr. Nynke Calvin who has been relieved of his duties.

2. The persons concerned shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

3. This order shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 27 March 1998.

Edouard Akame Mfoumou,
*Minister of State in charge of
the Economy and Finance.*

**Order to record the FOB value of wood species
for the second half
of the 1997-98 financial year**

By Order No. 72-MINEFI of 27 March 1998 :

1. The FOB values for the logs and processed and semi-processed wood that shall be used for calculating, as the case may be, the felling tax and export duties as well as the selling price of drift timber washed ashore or forestry products for the period from 1 January to 30 June 1998 are recorded in the annex of this order.

2. The Director of Taxation, the Director of the Treasury and the Director of Forestry are, each in his own sphere, responsible for the implementation of this order which shall be registered, published according to the procedure of urgency and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 27 March 1998.

Edouard Akame Mfoumou,
*Minister of State in charge of
the Economy and Finance.*

ESSENCE / SPECIES	N° du Tarif Tarif Heading	ZONE 1	ZONE 2	ZONE 3
ESSENCES TRADITIONNELLES / ORDINARY SPECIES				
ACAJOU DE BASSAM/NGOLLON	44 03 34 61	116 025	110 500	104 975
AFRORMOSIA/ASSAMELA/OBANG/KOKRODUA	44 03 99 02	190 120	181 067	172 014
ANIEGRE/ANINGRE	44 03 99 72	205 275	195 500	185 725
BETE/MANSONIA	44 03 35 20	111 563	106 250	100 938
BOSSE	44 03 99 09	98 175	93 500	88 825
BUBINGA	44 03 99 10	178 500	170 000	161 500
DIBETOU/BIBOLO	44 03 35 40	104 869	99 875	94 881
DOUSSIE/BIPINDENSIS	44 03 99 13	232 050	221 000	209 950
DOUSSIE BLANC/PACHYLOBA/APA/BELLA	44 03 99 45	133 875	127 500	121 125
EBENE	44 03 99 14	197 243	187 850	178 458
IROKO	44 03 34 80	116 025	110 500	104 975
LONGHI/ABAM	44 03 99 97	227 588	216 750	205 913
MAKORE/DOUKA	44 03 34 70	84 788	80 750	76 713
MOABI	44 03 99 25	107 100	102 000	96 900
MOVINGUI	44 03 99 26	93 713	89 250	84 788
OVENGKOL	44 03 99 51	86 573	82 450	78 328
PADOUK	44 03 99 33	93 713	89 250	84 788
PAO ROSA	44 03 99 34	109 331	104 125	98 919
SAPELLI	44 03 34 40	133 875	127 500	121 125
SIPO	44 03 34 50	156 188	148 750	141 313
WENGE	44 03 99 70	149 940	142 800	135 660
ZINGANA/AMUK	44 03 99 37	98 175	93 500	88 825
ESSENCES A FAIBLE VALEUR / LOW VALUE SPECIES				
AYOUS/OBECHÉ	44 03 34 30	89 250	85 000	80 750
AZOBE/BONGOSSI	44 03 35 61	69 615	66 300	62 985
BILINGA	44 03 99 08	71 400	68 000	64 600
FRAMIRE	44 03 99 16	75 863	72 250	68 638
KOSIPO	44 03 99 16	84 788	80 750	76 713
KOTIBE	44 03 99 21	75 863	72 250	68 638
KOTO	44 03 99 48	75 863	72 250	68 638
OKOUME	44 03 34 11	49 088	46 750	44 413
TEAK	44 03 33 00	116 025	110 500	104 975
TIAMA	44 03 35 10	84 788	80 750	76 713
ESSENCES A PROMOUVOIR / SPECIES TO BE PROMOTED				
ABALE/ABING/ESSIA	44 03 99 78	66 938	63 750	60 503
ABURA/BAHIA	44 03 99 01	58 013	55 250	52 488
AGBA/TOLA	44 03 99 36	64 260	61 200	58 140
AIELE/ABEL	44 03 99 03	66 938	63 750	60 563
AKO/ALOA	44 03 99 04	58 013	55 250	52 488
AMVOUT/EKONG	44 03 99 67	44 625	42 500	40 375
ANDOUNG	44 03 99 05	53 550	51 000	48 450
ANGUEUK	44 03 99 50	44 625	42 500	40 375
ASILA/KIORO/OMANG	44 03 99 59	44 625	42 500	40 375
AVODIRE	44 03 99 06			
BODIOA	44 03 99 68	44 625	42 500	40 375
CORDIA/EBE	44 03 99 65	89 250	85 000	80 750
DABEMA/ATUI	44 03 99 11	53 550	51 000	48 450
DAMBALA	44 03 99 88	44 625	42 500	40 375
DIANA/CELTIS/ODOU	44 03 99 58	44 625	42 500	40 375
EBIARA/ABEM	44 03 99 53	75 863	72 250	68 638

ESSENCE / SPECIES	N° du Tarif Tarif Heading	ZONE 1	ZONE 2	ZONE 3
EKABA	44 03 99 49	75 863	72 250	68 638
EKOUNE	44 03 99 89	44 625	42 500	40 375
EMIEN/EKOUK	44 03 99 61	66 938	63 750	60 563
ESAK	44 03 99 79	44 625	42 500	40 375
ESENG/LO	44 03 99 75	44 625	42 500	40 375
ESSESSANG	44 03 99 80	66 938	63 750	60 563
ESSON	44 03 99 81	44 625	42 500	40 375
ETIMOE	44 03 99 82	44 625	42 500	40 375
EVENE/EKOP EVENE	44 03 99 86	71 400	68 000	64 600
EVEUSS/NGON	44 03 99 74	44 625	42 500	40 375
EVOULA/VITEX	44 03 99 86	44 625	42 500	40 375
EYECK	44 03 99 71	44 625	42 500	40 375
EYONG	44 03 99 15	71 400	68 000	64 600
FARO	44 03 99 43	53 550	51 000	48 450
FROMAGER/CEIBA	44 03 99 17	58 013	55 250	52 488
GOMBE/EKOP GOMBE	44 03 99 54	71 400	68 000	64 600
IATANDZA/EVOUVOUS	44 03 99 57	71 400	68 000	64 600
ILOMBA	44 03 35 30	53 550	51 000	48 450
KANDA	44 03 99 83	58 013	55 250	52 488
KAPOKIER/BOMBAX/ESODUM	44 03 99 63	54 443	51 850	49 258
KONDROTI/OVONGA	44 03 99 84	54 443	51 850	49 258
KUMBI/EKOA	44 03 99 73	44 625	42 500	40 375
LANDA	44 03 99 69	44 625	42 500	40 375
LATI/EDJIL	44 03 99 66	44 625	42 500	40 375
LIMBA/FRAKE	44 03 35 50	58 013	55 250	52 488
LIMBALI	44 03 99 56	66 938	63 750	60 563
LOTOFA/NKANANG	44 03 99 52	61 558	58 627	55 696
MAMBODE/AMOUC	44 03 99 47	75 863	72 250	68 638
MOAMBE		44 625	42 500	40 375
MUKULUNGU	44 03 99 85	58 013	55 250	52 488
MUTUNDO	44 03 99 91			
NAGA/EKOP NAGA	44 03 99 42	71 400	68 000	64 600
NIOVE	44 03 99 29	66 938	63 750	60 563
OBOTO/ABODZOK	44 03 99 55	66 938	63 750	60 563
OKAN/ADOUM	44 03 99 48	44 625	42 500	40 375
OLON/BONGO	44 03 99 30	60 690	57 800	54 910
ONZABILI/ANGONGUI	44 03 99 44	53 550	51 000	48 450
OSANGA/SIKON	44 03 99 62	44 625	42 500	40 375
OUCCHI/ALBIZIA/ANGOYEME	44 03 99 64	44 625	42 500	40 375
OVOGA/ANGALE	44 03 99 31	44 625	42 500	40 375
OZIGO	44 03 99 32	53 550	51 000	48 450
TALI	44 03 99 41	71 400	68 000	64 600
TCHITOLA	44 03 99 35	49 088	46 750	44 413
TSANYA/AKELA	44 03 99 76	44 625	42 500	40 375
AUTRES ESSENCES	44 03 99 99			

**Arrêté portant agrément de la société de
courtage d'assurance du Cameroun (SOCAC
Assurances S.A.)**

*Par arrêté n° 77 -MINEFI-DCE-A4
en date du 30 mars 1998 :*

Article premier.- La société dénommée société de courtage d'assurances du Cameroun "SOCAC Assurances S.A.", dont le siège social est fixé à Douala (B.P. 5992), est agréée pour effectuer en République du Cameroun les opérations de courtage d'assurances.

Art. 2.- La société de courtage d'assurance du Cameroun (SOCAC) est tenue au respect de la réglementation applicable aux intermédiaires d'assurances opérant en République du Cameroun, notamment les dispositions des articles 541 à 544 du code des assurances relatives à l'encaissement des primes.

Art. 3.- Le présent arrêté qui prend effet à compter de la date de signature, sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaounde, le 30 mars 1998.

*Le ministre d'Etat chargé de l'Economie
et des Finances.*

Edouard Akame Mfoumou.

**Arrêté n° 80ter MINEFI-CAB du 3 avril 1998
portant création des perceptions**

*Le ministre d'Etat chargé de l'Economie
et des Finances.*

Vu la Constitution ;
Vu le décret n° 95-168 du 16 août 1995 portant organisation du ministère de l'Economie et des Finances ;
Vu le décret n° 97-205 du 7 décembre 1997 portant organisation du gouvernement ;
Vu le décret n° 97-207 du 7 décembre 1997 portant formation du gouvernement,

Arrête :

Article premier.- Les perceptions de deuxième classe ci-après sont créées auprès des trésoreries générales sous les numéros de code suivants :

Province du Centre
Trésorerie générale de Yaounde
Département de la Mefou-et-Afamba

Approval of an insurance broker

*By Order No. 77-MINEFI-DCE-A4
of 30 March 1998:*

1. The firm known as "Société de Courtage d'Assurance du Cameroun (SOCAC Assurance S.A.)", whose head office is in Douala, P.O. Box 5992, is approved to carry out insurance brokerage transactions in the Republic of Cameroon.

2. "Société de Courtage d'Assurance du Cameroun (SOCAC)", shall comply with the regulations governing insurance brokers operating in the Republic of Cameroon in particular the provisions of Articles 541 to 544 relating to the collection of premiums.

3. This order, which shall take effect from the date of signature, shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 30 March 1998.

Edouard Akame Mfoumou,
*Minister of State in charge of
the Economy and Finance.*

**Order No. 80 b-MINEFI-CAB of 3 April 1998 to
set up Sub-Treasuries**

*The Minister of State in charge of the Economy
and Finance.*

Mindful of the Constitution;
Mindful of Decree No. 95-168 of 16 August 1995 to organize the Ministry of the Economy and Finance
Mindful of Decree No. 97-205 of 7 December 1997 to organize the Government;
Mindful of No. 97-207 of 7 December 1997 to form the Government,

Hereby orders as follows:

1. The undermentioned Second Class Sub-Treasuries are set up in the Main Treasuries under the following code numbers:

Centre Province
Yaounde Main Treasury
Mefou-et-Afamba Division

- perception de Afan Loum 391)
- perception de Edzen Douan 392) districts
- perception de Nkolafamba 393)
- perception de Assamba 394)

Département du Mfoundi

- perception de Yaoundé VI 395) arrondissements
- perception de Yaoundé V 396)

Province de l'Est

Tresorerie générale de Bertoua
Département de la Kadey

- perception de Ndem-Nam 397) districts
- perception de Bombe 398)

Département du Haut-Nyong

- perception de Mbotoro 399) districts
- perception de Mbouanz 400)

Province de l'Extrême-Nord

Tresorerie générale de Maroua
Département du Diamaré

- perception de Pette 388) arrondissement

Département du Mayo-Danay

- perception de Kai-Kai 389) arrondissements
- perception de Vina 401)

Département du Mayo-Tsanaga

- perception de Mayo-Maskota 402) arrondissement

Département du Mayo-Kani

- perception de Porhi 403) arrondissements
- perception de Taibong 404)

Province de l'Ouest

Tresorerie générale de Bafoussam
Département de la Mifi

- perception de Baleng 405) arrondissements
- perception de Bamoungoum 406)

Département de la Menoua

- perception de Nkong-Ni 407) arrondissement

- Afan Loum Sub-Treasury 391)
- Edzen Douan Sub-Treasury 392) Districts
- Nkolafamba Sub-Treasury 393)
- Assamba Sub-Treasury 394)

Mfoundi Division

- Yaounde VI Sub-Treasury 395)
- Yaounde V Sub-Treasury 396) Sub-divisions

East Province

Bertoua Main Treasury
Kadey Division

- Ndem-Nam Sub-Treasury 397)
- Bombe Sub-Treasury 398) Districts

Haut-Nyong Division

- Mbotoro Sub-Treasury 399)
- Mbouanz Sub-Treasury 400) Districts

Far-North Province

Maroua Main Treasury
Diamare Division

- Pette Sub-Treasury 388) Sub-division

Mayo-Danay Division

- Kai Kai Sub-Treasury 389)
- Wina Sub-Treasury 401) Sub-divisions

Mayo-Tsanaga Division

- Mayo-Maskota Sub-Treasury 402) Sub-division

Mayo-Kani Division

- Porhi Sub-Treasury 403)
- Taibong Sub-Treasury 404) Sub-divisions

West Province

Bafoussam Main Treasury
Mifi Division

- Baleng Sub-Treasury 405)
- Bamoungoum Sub-Treasury 406) Sub-divisions

Menoua Division

- Nkong-Ni Sub-Treasury 407) Sub-division

Département de Koung-Khi

- perception de Djembem 408) district

Province du Sud-Ouest

Trésorerie générale de Buea

Département de Lebialem

- perception de Alou 409) arrondissements

- perception de Wabane 410)

Département de Ndian

- perception de Toko 411) district

Province du Littoral

Trésorerie générale de Nkongsamba

Département du Moungo

- perception de Bare-Bakem 412) arrondissements

- perception de Nlonako 413)

- perception de Fiko 414) district

Département du Nkam

- perception de Nord-Makombe 415) district

Département du Wouri

- perception de Douala V 416) arrondissement

Province du Sud

Trésorerie générale d'Ebolowa

Département de l'Océan

- perception de Bipindi 417) arrondissement

Art. 2.- La circonscription de chacun des postes comptables ainsi créés se limite à la circonscription administrative de même nom.

Art. 3.- Chaque percepteur de la localité visée à l'article 1er ci-dessus exerce en même temps les fonctions de receveur municipal de la collectivité publique locale au lieu d'implantation là où il n'existe pas une recette municipale autonome, conformément aux dispositions de l'article 147 de la loi n° 74-23 du 5 décembre 1974.

Art. 4.- Le présent arrêté sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 3 avril 1998.

*Le ministre d'Etat chargé de l'Economie
et des Finances,*

Edouard Akame Mfoumou.

Koung-Khi Division

- Djembem Sub-Treasury 408) District

South-West Province

Buea Main Treasury

Lebialem Division

- Alou Sub-Treasury 409)

- Wabane Sub-Treasury 410) Sub-divisions

Ndian Division

- Toko Sub-Treasury 411) District

Littoral Province

Nkongsamba Main Treasury

Moungo Division

- Bare-Bakem Sub-Treasury 412)

- Nlonako Sub-Treasury 413) Sub-divisions

- Fiko Sub-Treasury 414) District

Nkam Division

- Nord-Makombe Sub-Treasury 415) District

Wouri Division

- Douala V Sub-Treasury 416) Sub-division

South Province

Ebolowa Main Treasury

Ocean Division

- Bipindi Sub-Treasury 417) Sub-division

2. Each of the above-mentioned sub-treasuries shall cover exclusively the administrative unit bearing the same name.

3. Each Sub-Treasurer of an administrative unit referred to in Article 1 above shall also act as Council Revenue Collector of the area of location where there is no autonomous Revenue Office, in accordance with the provisions of Section 147 of Law No. 74-23 of 5 December 1974.

4. This order shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 3 April 1998.

Edouard Akame Mfoumou,
*Minister of State in charge
of the Economy and Finance.*

**Arrêté portant approbation de la marque
d'identification et de poinçonnage de la société
Zapa B.P. 1614 Yaoundé**

*Par arrêté n° 85-MINEFI-DPM-SDM-S1
en date du 13 avril 1998 :*

Article premier. - En application des dispositions de la loi n° 83-22 du 29 novembre 1983 et du décret n° 85-1405 du 10 octobre 1985, la société Zapa dont le siège est fixé à Yaoundé, reçoit par les dispositions du présent arrêté, l'approbation de sa marque d'identification et de poinçonnage à l'effet d'agir en qualité de réparateur et d'importateur des instruments de mesure de pesage.

Art. 2.- La marque d'identification et de poinçonnage de la société Zapa approuvée conformément à l'article 1er du présent arrêté est constituée d'un rectangle dans lequel est inscrit ZAPA au milieu de la partie supérieure et dans les angles inférieurs. *matériels et instruments de pesage import-reparation-entretien B.P. 1614 Yaoundé R-C 405* à l'intérieur.

Art. 3.- Sous réserve des dispositions de l'article 2 du présent arrêté, les dimensions de ladite marque sont variables suivant les besoins de son utilisation sur les instruments de mesure.

Art. 4.- La marque approuvée par le présent arrêté est destinée à être apposée par frappe, à l'aide d'un poinçon dont elle constitue l'empreinte, sur les instruments de mesure réparés par la société ZAPA, dans les conditions prévues par les textes réglementaires en vigueur.

Art. 5.- La marque décrite et approuvée conformément aux dispositions ci-dessus a été déposée par la société Zapa dans les formes et conditions en vigueur auprès de l'administration chargée de la métrologie légale et enregistrée au répertoire des marques des fabricants, des importateurs et des réparateurs des instruments de mesure tenu à la direction des prix et de la métrologie.

Art. 6.- L'approbation de la marque prononcée par le présent arrêté pourra être révoquée en cas d'abus, de carence, de défaillances graves commis par la société ZAPA dans l'exploitation et l'utilisation de cette marque, sans préjudice des sanctions administratives ou des poursuites judiciaires.

Art. 7.- Le directeur des prix et de la métrologie est chargé de l'application du présent arrêté qui prend

**Order to approve the identification and hall-
marking stamp of "Société ZAPA",
P.O. Box 1614, Yaounde**

*By Order No. 85-MINEFI-DPM-SDM
of 13 April 1998 :*

1. The identification and hall-marking stamp of "Société ZAPA", with headquarters in Yaounde, is approved in pursuance of the provisions of Law No. 83-22 of 29 November 1983 and of Decree No. 85-1405 of 10 October 1985. This company is authorized to import and repair weighing instruments.

2. The identification and hall-marking stamp of "Société ZAPA", approved in accordance with Article 1 of this order, shall be made up of a rectangle in which ZAPA is written in the middle of the upper part and in the lower angles, *"Materiels & Instruments de Pesage Import-Reparation-Entretien" B.P. 1614, Yaounde R-C 405*, shall be written within.

3. Without prejudice to the provisions of Article 2 of this order, the dimensions of the said stamp shall vary according to the size of the measuring instrument on which it is used.

4. The stamp approved by this order shall constitute the head of a puncheon with which it shall be punched into place on the measuring instruments repaired by "Société ZAPA" under the conditions laid down by the statutory instruments in force.

5. The stamp defined and approved in accordance with the provisions above has been deposited by "Société ZAPA", in keeping with the regulations and conditions in force, at the services in charge of Legal Weights and Measures and registered in the repository of trademarks of manufacturers, importers and repairers of measuring instruments kept at the Department of Prices, Weights and Measures.

6. The stamp approval granted by this order may be withdrawn in case of serious misuse, shortcoming or default committed by "Société ZAPA" while exploiting and using this stamp, without prejudice to administrative sanctions or legal prosecution.

7. The Director of Prices, Weights and Measures is responsible for the implementation of this order which

effet pour compter de la date de sa signature et qui sera enregistré, puis publié inséré au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 13 avril 1998.

*Pour le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances,
Le ministre délégué,
Jean Marie Gankou.*

Arrêté n° 86 du 13 avril 1998 portant création d'un comité de pilotage chargé de la réhabilitation de la Caisse de prévoyance sociale et de la réforme de la sécurité sociale

Le ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 97-1 du 3 janvier 1997 portant réorganisation de la mission de Réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic ;

Vu le décret n° 97-205 du 7 décembre 1997 portant réaménagement du gouvernement ;

Vu le décret n° 97-207 du 7 décembre 1997 portant formation du gouvernement,

Arrête

Article premier.- Il est créé auprès de la mission de Réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic un comité de pilotage chargé du suivi de la réhabilitation de la Caisse nationale de prévoyance sociale et de la réforme de la sécurité sociale ci-après désigné le Comité.

Art. 2.- Le Comité assure notamment le suivi :

. de la réhabilitation des différents aspects de la Caisse nationale de prévoyance sociale ;

. de la réflexion sur la réforme globale de la sécurité sociale ;

. de l'identification et de la programmation des actions à mettre en oeuvre pour la réhabilitation de certains aspects de la Caisse nationale de prévoyance sociale et de la réforme globale de la sécurité sociale ;

. de programmer et suivre l'exécution des études complémentaires ;

. de conduire les concertations avec les débiteurs publics, parapublics ou privés de la Caisse nationale de prévoyance sociale ainsi qu'avec les différentes

shall take effect from the date of signature and shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 13 April 1998.

*For the Minister of State in charge of the Economy and Finance,
Jean Marie Gankou,
Minister Delegate.*

Order No. 86-MINEFI of 13 April 1998 to set up a Pilot Committee in charge of the Rehabilitation of the Social Insurance Fund and of Social Security Reform

The Minister of State in charge of the Economy and Finance.

Mindful of the Constitution;

Mindful of Decree No. 97-1 of 3 January 1997 to reorganize the Mission for the Rehabilitation of Public and Semi-Public Enterprises;

Mindful of Decree No. 97-205 of 7 December 1997 to reorganize the Government;

Mindful of Decree No. 97-207 of 7 December 1997 to form the Government,

Hereby orders as follows.

1. A Pilot Committee in charge of monitoring the Rehabilitation of the National Social Insurance Fund and Social Security Reform, hereinafter referred to as the "Committee", is hereby set up in the Mission for the Rehabilitation of Public and Semi-Public Enterprises.

2. The Committee shall, in particular:

- monitor the rehabilitation of the various aspects of the National Social Insurance Fund;

- follow up reflection on the overall reform of social security;

- monitor the identification and programming of measures to implement for the rehabilitation of certain aspects of the National Social Insurance Fund and of overall social security reform;

- programme and follow up the conduct of supplementary studies;

- undertake consultations with the public, semi-public or private debtors of the National Social Insurance Fund and with the various administrative services to

administrations devant intervenir dans l'amélioration du cadre institutionnel de cette structure ;

. de coordonner la gestion des financements ;

. d'arrêter les options définitives à soumettre au Comité interministériel de la mission de Réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic ;

Art. 3.- Le fonctionnement du Comité et la validation de ses propositions seront précisés par une décision du ministre délégué chargé du Plan de stabilisation et de la Relance économique.

Art. 4.- Le Comité visé à l'article 1er ci-dessus est composé comme suit :

Président :

. le président de la commission technique de réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic ou son représentant.

Membres :

. le directeur général de la Caisse nationale de prévoyance sociale ou son représentant ;

. un représentant du comité technique de suivi des programmes ;

. un représentant du ministère de l'Economie et des Finances ;

. un représentant du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance sociale ;

. un représentant des travailleurs, membre du conseil d'administration de la Caisse nationale de prévoyance sociale ;

. un représentant des employeurs, membre du conseil d'administration de la Caisse nationale de prévoyance sociale ;

. un représentant du ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Art. 5.- Le secrétariat du Comité est assuré par un rapporteur représentant la direction générale de la Caisse nationale de prévoyance sociale assisté d'un adjoint, membre de la commission technique de réhabilitation des entreprises du secteur public et parapublic.

Art. 6.- Le comité de pilotage peut faire appel, dans le cadre de sa mission, à toute personne en raison de ses compétences.

be involved in the improvement of its institutional framework;

- co-ordinate the management of funds;

- formulate the final policies to be submitted to the Interministerial Committee for the Mission for the Rehabilitation of Public and Semi-Public Enterprises.

3. The functioning of the Committee and the validation of its proposals shall be defined by a decision of the Minister Delegate in charge of the Stabilization and Economic Revival Plan.

4. The Committee referred to in Article 1 above shall comprise the following:

Chairman:

- The Chairman of the Technical Commission for the Rehabilitation of Public and Semi-Public Enterprises or his representative.

Members:

- the General Manager of the National Social Insurance Fund or his representative;

- a representative of the Programmes Monitoring Technical Committee;

- a representative of the Ministry of the Economy and Finance,

- a representative of the Ministry of Employment, Labour and Social Insurance.

- a representative of employees, who should be a member of the board of directors of the National Social Insurance Fund,

- a representative of employers, who should be a member of the board of directors of the National Social Insurance Fund.

- a representative of the Ministry of Public Service and Administrative Reform.

5. Secretarial services for the Committee shall be provided by a rapporteur representing the General Management of the National Social Insurance Fund, assisted by a deputy, who should be a member of the Technical Commission for the Rehabilitation of Public and Semi-Public Enterprises.

6. The Pilot Committee may, within the framework of its duties, seek the assistance of any person by virtue of his competence.

Art. 7.- Les frais de fonctionnement du comité de pilotage sont supportés par le budget de l'Etat chapitre 92 (fonds d'étude).

Art. 8.- Le présent arrêté sera enregistré, puis publié au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 13 avril 1998.

*Le ministre d'Etat chargé de l'Economie
et des Finances,
Edouard Akame Mfoumou.*

**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE**

**Arrêté portant nomination d'un officier du
centre spécial d'état civil de Lokoti**

*Par arrêté n° 98-A-MINAT-DAP-SDAA-SEC
en date du 2 avril 1998.*

Article premier.- M. Adamou Jean Oumarou est, à compter de la date de prise de service, nommé officier d'état civil au centre spécial de Lokoti, arrondissement de Meiganga, département du Mbere.

Art. 2.- L'intéressé devra prêter serment avant la prise de service conformément à l'article 7 de l'ordonnance n° 81-2 du 29 juin 1981.

Art. 3.- Il aura droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

Art. 4.- Le préfet du département du Mbere est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* en français et en anglais et communiqué partout où besoin sera.

Yaounde, le 2 avril 1998.

*Le ministre de l'Administration territoriale,
Samson Ename Ename.*

7. The recurrent expenses of the Pilot Committee shall be borne by the budget of the State, Head 92 (Study Funds).

8. This order shall be registered and published in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 13 April 1998.

Edouard Akame Mfoumou,
*Minister of State in charge
of the Economy and Finance.*

**MINISTRY OF TERRITORIAL
ADMINISTRATION**

**Appointment of a special civil
status registrar**

*By Order No. 98-A-MINAT-DAP-SDAA-SEC
of 2 April 1998:*

1. Mr. Adamou Jean Oumarou is, with effect from the date of assumption of duty, appointed registrar of the Lokoti Special Civil Status Registry, Meiganga Subdivision, Mbere Division.

2. Mr. Adamou Jean Oumarou shall take the oath before assuming duty in accordance with Article 7 of Ordinance No. 81-2 of 29 June 1981 to organize civil status registration.

3. He shall be entitled to the various benefits provided for by the regulations in force.

4. The Senior Divisional Officer for Mbere is responsible for the implementation of this order which shall be registered, published in the *Official Gazette* in English and French and notified wherever necessary.

Yaounde, 2 April 1998.

Samson Ename Ename,
Minister of Territorial Administration.

YAOUNDE - Imprimerie du Palais de l'Unité
Achévé d'imprimer le 23 avril 1998

Unity Palace Printing Press - YAOUNDE
Published on 23 April 1998